

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Ce document contient des clauses de Sécurité

Title - Sujet CRA DEPOSIT FACILITY	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN891-140419/A	Date 2013-11-29
Client Reference No. - N° de référence du client 20140419	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZG-410-26632	
File No. - N° de dossier 410zg.EN891-140419	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-01-09	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gagnon, Jocelyne C.	Buyer Id - Id de l'acheteur 410zg
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0575 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Business Management and Consulting Services Division /
Division des services de gestion des affaires et de
consultation
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - en période de soumission
5. Lois applicables
6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EXIGENCES FINANCIÈRES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Exigences en matière d'assurance

Liste des pièces jointes :

Pièce jointe 1 de la Partie 3, Barème de prix

Pièce jointe 1 de la Partie 4, Critères techniques

Pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables

Avis à l'intention du soumissionnaire: Si le soumissionnaire retenu a fourni selon l'article 3 de la Partie 2 de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), le texte intégral de la clause A3025C (2013-03-21) du Guide des CCUA, Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires, fera partie du contrat subséquent à titre d'article 6, et les articles ci-dessous seront renumérotés en conséquence.

6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
12. Assurance

Liste des annexes :

Annexe A: Énoncé des travaux

Annexe B: Base de paiement

Annexe C: Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe D: Exigences en matière d'assurance

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions contient sept (7) parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les pièces jointes comprennent le barème de prix, les critères techniques et les attestations préalables à l'attribution du contrat.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement et la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et les exigences en matière d'assurance.

2. Sommaire

2.1 Au nom du receveur général du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada cherche à conclure un contrat avec un fournisseur de services unique en vue du ramassage et du traitement des dépôts quotidiens reçus sous forme de chèques et d'espèces par les centres fiscaux de l'Agence du revenu du Canada (ARC) de partout au Canada, ainsi que pour l'établissement de rapports quotidiens.

La période initiale du contrat sera de la date du contrat jusqu'au 31 juillet 2017, cependant, la date du commencement du service sera du 1er Août 2014 jusqu'au 31 juillet 2017. Le contrat comprendra une option irrévocable permettant d'en prolonger la durée d'au plus deux (2) périodes d'une (1) année chacune. selon les mêmes termes et conditions.

2.2 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document "Exigences de sécurité pour les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les

soumissionnaires " (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

2.3 Suite à l'octroi du contrat, DSCI procédera aux inspections requises, incluant les systèmes de Technologie de l'information basés sur la norme opérationnelle de sécurité: Gestion de la sécurité des technologies de l'information (GSTI)

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de la demande de soumissions . Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : cent vingt (120) jours civils.

1.1 Clauses du Guide des CCUA

A7035T (2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissions transmises à TPSGC par courrier électronique ne seront pas acceptées.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat.

Définitions

Aux fins de cette clause,

“ancien fonctionnaire” signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de *la Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, c. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être:

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP)*, L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant:

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Si la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information ne sont pas fournies dans ou avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence le rejet de la soumission.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'*Avis sur la Politique des marchés:2012-2* et aux *Lignes directrices sur la divulgation des marchés*.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;

- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Si la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information ne sont pas fournies dans ou avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence le rejet de la soumission.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions, ou demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Le secteur de la Gestion bancaire et trésorerie de TPSGC a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants :

lorsque le matériel créé ou conçu se compose de matériel protégé par le droit d'auteur, sauf dans le cas des logiciels informatiques et de la documentation s'y rapportant.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

- Section I : Soumission technique (4 copies papier);
- Section II : Soumission financière (2 copies papier);
- Section III: Attestations (1 copie papier); et
- Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm); et
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques .

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La Partie 4, Procédures d'évaluation, comprend d'autres instructions que les soumissionnaires devraient considérer au moment de préparer leur soumission technique.

Section II : soumission financière

1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en dollars canadiens et en conformité avec le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.2 Les soumissionnaires doivent soumettre leurs prix FAB destination; les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, s'il y a lieu; et les taxes applicables exclues.

1.3 Au moment de préparer leur soumission financière, les soumissionnaires devraient examiner la base de paiement à l'annexe B et la clause 1.2, Évaluation financière, figurant à la Partie 4.

1.4 Les soumissionnaires devraient inclure l'information suivante dans leur soumission financière:

1. leur appellation légale;
2. leur numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA); et
3. Le nom de la personne-ressource (y compris son adresse postale, ses numéros de téléphone et télécopieur, et son adresse courriel) autorisée par le soumissionnaire à entrer en communications avec le Canada relativement:
 - a. à leur soumission; et
 - b. à tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission.

1.5 Clauses du Guide des CCUA

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les soumissionnaires devraient inclure dans la Section III de leur soumission les attestations exigées à la Partie 5 et, s'il y a lieu, toute documentation connexe.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Dans la Section IV de leur soumission, les soumissionnaires devraient inclure:

- pour l'article 3, Ancien fonctionnaire, de la Partie 2: la réponse requise pour chacune des questions et, s'il y a lieu, l'information requise; et
- pour l'article 1, Exigences relatives à la sécurité, de la Partie 6:
 - le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé; et
 - l'adresse comprenant les renseignements ci-dessous du ou des lieux proposés pour la réalisation des travaux ou la sauvegarde des documents.

Adresse :

N° civique / nom de la rue, unité / N° suite / d'appartement

Ville, province, territoire / État

Code postal / code zip

Pays

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 BARÈME DE PRIX

Le soumissionnaire doit remplir ce barème de prix et l'inclure dans sa soumission financière. Au minimum, le soumissionnaire doit répondre à ce barème de prix en indiquant dans sa soumission financière, pour chacune des périodes précisées ci-dessous, les frais fermes tout compris (en dollars canadiens) qu'il propose pour chaque catégorie identifiée.

Les données volumétriques figurant dans ce document ne représentent pas un engagement de la part du Canada selon lequel l'utilisation future par le Canada des services décrits dans la demande de soumissions sera conforme à ces données. Les prévisions estimatives de la valeur et du volume sont indiquées à l'Annexe A, Appendice 8. Tout niveau de service estimatif précisé dans le barème de prix détaillé dans la Pièce jointe 1 de la Partie 3 est fourni aux seules fins de la détermination des prix dans le cadre de l'évaluation de la soumission. Il ne s'agit là que d'une approximation des besoins et elle ne doit pas être considérée comme une garantie contractuelle.

Voici les seules catégories de frais qui peuvent être proposées :

- A. frais de dépôt de chèques de l'Agence du revenu du Canada (ARC);
- B. frais applicables aux images de chèques;
- C. frais de messagerie pour la collecte de dépôts qui ne sont pas en espèces;
- D. frais applicables aux dépôts en espèces nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé.

Outre les catégories de frais qui peuvent être proposées, l'entrepreneur doit toucher des indemnités pour les intérêts flottants sur les soldes débiteurs temporaires dans le compte de caisse.

Remarque : Tous les autres coûts engagés par le soumissionnaire doivent être recouvrés à partir des frais susmentionnés.

1.0 Calcul du prix total évalué

Aux fins d'évaluation uniquement, le prix total évalué correspondra à la somme des catégories (A, B, C et D) décrites ci-dessous.

Les cellules à fond gris ne sont fournies qu'aux fins d'évaluation; le soumissionnaire ne doit pas les remplir.

A. Frais de dépôt de chèques de l'ARC :

Il s'agit du prix unitaire ferme tout compris par chèque traité. Ces frais de transaction tout compris doivent tenir compte de toutes les exigences relatives au traitement et à l'établissement de rapports.

Directives

- a) Le soumissionnaire doit indiquer clairement les frais de transaction fermes tout compris applicables à chaque fourchette annuelle des volumes et à chaque année dans les rangées 1 à 3 du Tableau A1 (colonnes B, D, F, H et J).
- b) Si un soumissionnaire souhaite offrir des frais fixes, sans égard au volume, il doit indiquer des frais identiques pour chaque fourchette des volumes dans le Tableau A1.
- c) L'équipe d'évaluation utilisera les données du Tableau A2 pour remplir le Tableau E1 - Sommaire des frais - Prix total évalué. Les frais pondérés annuels applicables au dépôt de chèques de l'ARC seront calculés comme suit : (somme des coefficients de pondération des prix de la fourchette des volumes) x (volumes annuels de chèques prévus). **Le Tableau A2 n'est fourni qu'aux fins d'évaluation; le soumissionnaire ne doit pas le remplir.**

Tableau A1 – Frais applicables au dépôt de chèques

Frais applicables au dépôt de chèques											
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
Fourchette annuelle des volumes (en millions)	Coefficient de pondération des volumes (A x B)	Frais applicables à la fourchette des volumes pour la 1 ^{re} année 1 ^{er} août 2014 au 31 juillet 2015	Coefficient de pondération des prix de la fourchette des volumes (A x B)	Frais applicables à la fourchette des volumes pour la 2 ^e année 1 ^{er} août 2015 au 31 juillet 2016	Coefficient de pondération des prix de la fourchette des volumes (A x D)	Frais applicables à la fourchette des volumes pour la 3 ^e année 1 ^{er} août 2016 au 31 juillet 2017	Coefficient de pondération des prix de la fourchette des volumes (A x F)	Frais applicables à la fourchette des volumes pour la 1 ^{re} année d'option 1 ^{er} août 2017 au 31 juillet 2018	Coefficient de pondération des prix de la fourchette des volumes (A x H)	Frais applicables à la fourchette des volumes pour la 2 ^e année d'option 1 ^{er} août 2018 au 31 juillet 2019	Coefficient de pondération des prix de la fourchette des volumes (A x J)
1	< 8	0,35	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2	8 – 10,5	0,50	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3	10,5 <	0,15	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4	Frais pondérés totaux par catégorie de volume (1 + 2 + 3)		\$		\$		\$		\$		\$

Tableau A2 - Sommaire des frais annuels pondérés applicables au dépôt de chèques de l'ARC

Le Tableau A2 n'est fourni qu'aux fins d'évaluation; le soumissionnaire ne doit pas le remplir.

FRAIS ANNUELS PONDÉRÉS APPLICABLES AU DÉPÔT DE CHÈQUES DE L'ARC						
Catégorie	Année 1 1er août 2014 au 31 juillet 2015	Année 2 1er août 2015 au 31 juillet 2016	Année 3 1er août 2016 au 31 juillet 2017	Année d'option 1 1er août 2017 au 31 juillet 2018	Année d'option 2 1er août 2018 au 31 juillet 2019	
1 Volume annuel de chèques prévu	9 452 239	9 215 933	8 985 535	8 760 896	8 541 874	
2 Frais pondérés totaux par dépôt de chèque visé par soumission (Tableau A1 – Rangée 4)	\$	\$	\$	\$	\$	
3 Frais annuels pondérés applicables au dépôt de chèques (Rangées 1 x 2)	\$	\$	\$	\$	\$	

B. Frais applicables aux images de chèques

Il s'agit du prix unitaire ferme tout compris par image de chèque demandée par l'ARC. Ces frais doivent comprendre toutes les activités nécessaires à la mise en œuvre de cette capacité.

Directives

- a) Le soumissionnaire doit indiquer clairement un prix unitaire ferme tout compris applicable à chaque année du contrat dans la rangée 2 du Tableau B1 (colonnes A, B, C, D et E).
- b) Les frais annuels estimatifs totaux seront calculés comme suit : (volume annuel estimé) x (frais pour une image de chèques). Le résultat de ce calcul sera inscrit dans la rangée 3 du Tableau B1.

Tableau B1 - Frais applicables aux images de chèques

AUTRES FRAIS					
	A	B	C	D	E
	Année 1 1er août 2014 au 31 juillet 2015	Année 2 1er août 2015 au 31 juillet 2016	Année 3 1er août 2016 au 31 juillet 2017	Année d'option 1 1er août 2017 au 31 juillet 2018	Année d'option 2 1er août 2018 au 31 juillet 2019
1	Volumes d'images de chèques estimés	389	364	340	313
2	Frais applicables aux images de chèques	\$	\$	\$	\$
3	Frais annuels applicables aux images de chèques (rangées 1 x 2)	\$	\$	\$	\$

C. Frais mensuels de messagerie pour la collecte de dépôts qui ne sont pas en espèces

Il s'agit des frais de messagerie mensuels fermes tout compris par emplacement pour la collecte quotidienne des dépôts de chèques qui ne sont pas en espèces. Ces frais doivent comprendre toutes les activités nécessaires à la mise en œuvre de cette capacité.

Directives

- a) Le soumissionnaire doit indiquer clairement les frais de messagerie mensuels fermes tout compris pour la collecte quotidienne par emplacement pour chaque année de contrat dans les rangées 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du Tableau C1 (colonnes A, B, C, D, et E).
- b) Les frais de messagerie annuels fermes tout compris pour la collecte quotidienne par emplacement seront calculés comme suit : (la somme des frais de messagerie mensuels fermes tout compris pour les 8 emplacements) x (12 mois). Le résultat de ce calcul sera inscrit dans la rangée 11 du Tableau C1.

Tableau C1 - Frais de messagerie mensuels

FRAIS DE MESSAGERIE MENSUELS FERMES TOUT COMPRIS					
	A	B	C	D	E
	Année 1 1er Août 2014 au 31 juillet 2015	Année 2 1er Août 2015 au 31 juillet 2016	Année 3 1er Août 2016 au 31 juillet 2017	Année d'option 1 1er Août 2017 au 31 juillet 2018	Année d'option 2 1er Août 2018 au 31 juillet 2019
1	Centre de technologie d'Ottawa	\$	\$	\$	\$
2	Centre fiscal de Summerside	\$	\$	\$	\$
3	Centre fiscal de St. John's	\$	\$	\$	\$
4	Centre fiscal de Jonquière	\$	\$	\$	\$
5	Centre fiscal de Shawinigan	\$	\$	\$	\$
6	Centre fiscal de Sudbury	\$	\$	\$	\$
7	Centre fiscal de Winnipeg	\$	\$	\$	\$
8	Centre fiscal de Surrey	\$	\$	\$	\$
9	Frais de messagerie mensuels totaux (rangées 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8)	\$	\$	\$	\$
10	Mois	12	12	12	12
11	Frais de messagerie annuels (Rangées 9 x 10)	\$	\$	\$	\$

D. Frais applicables aux dépôts en espèces nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé

Il s'agit des frais fermes tout compris applicables aux dépôts en espèces nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé à un emplacement de l'ARC. Ces frais doivent comprendre toutes les activités nécessaires à la mise en œuvre de cette capacité.

Directives

a) Le soumissionnaire doit indiquer clairement les frais fermes tout compris liés aux dépôts en espèces nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé par emplacement pour chaque année de contrat dans les rangées 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du Tableau D1 (colonnes A, B, C, D, et E).

b) Les frais annuels fermes tout compris applicables aux dépôts en espèces nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé seront calculés comme suit : (volume annuel estimé des collectes pour chaque emplacement) x (frais totaux pour une collecte à chaque emplacement). Le résultat de ce calcul sera inscrit dans la rangée 11 du Tableau D1.

Tableau D1 - Frais applicables aux dépôts nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé

FRAIS TOUT COMPRIS APPLICABLES AUX DÉPÔTS NÉCESSITANT UN TRANSPORT SPÉCIAL DANS UN VÉHICULE BLINDÉ					
	A	B	C	D	E
	Année 1 1er août 2014 Au 31 juillet 2015	Année 2 1er août 2015 au 31 juillet 2016	Année 3 1er août 2016 au 31 juillet 2017	Année d'option 1 1er août 2017 au 31 juillet 2018	Année d'option 2 1er août 2018 au 31 juillet 2019
1	Estimations des collectes annuelles de dépôts nécessitant un transport spécial	12	12	12	12
2	Centre de technologie d'Ottawa	\$	\$	\$	\$
3	Centre fiscal de Summerside	\$	\$	\$	\$
4	Centre fiscal de St. John's	\$	\$	\$	\$
5	Centre fiscal de Jonquière	\$	\$	\$	\$

6	Centre fiscal de Shawinigan	\$	\$	\$	\$	\$	\$
7	Centre fiscal de Sudbury	\$	\$	\$	\$	\$	\$
8	Centre fiscal de Winnipeg	\$	\$	\$	\$	\$	\$
9	Centre fiscal de Surrey	\$	\$	\$	\$	\$	\$
10	Frais totaux applicables à une collecte à chaque emplacement (Rangées 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
11	Frais annuels applicables aux dépôts nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé (Rangées 1 x 10)	\$	\$	\$	\$	\$	\$

E. Sommaire des frais - Prix total évalué - AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT

Le prix total évalué correspondra à la somme des quatre catégories (A, B, C et D) décrites ci-dessus.

Le Tableau E1 n'est fourni qu'aux fins d'évaluation; le soumissionnaire ne doit pas le remplir.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN891-140419/A
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
 20140419

Amd. No. - N° de la modif.
 410zg
 File No. - N° du dossier
 410zgEN891-140419

Buyer ID - Id de l'acheteur
 410zg
 CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

Tableau E1 - Prix total évalué

	Description de l'élément	1	2	3	4	5
		Année 1 1er août 2014 au 31 juillet 2015 Frais annuels tout compris	Année 2 1er août 2015 au 31 juillet 2016 Frais annuels tout compris	Année 3 1er août 2016 au 31 juillet 2017 Frais annuels tout compris	Année d'option 1 1er août 2017 au 31 juillet 2018 Frais annuels tout compris	Année d'option 2 1er août 2018 au 31 juillet 2019 Frais annuels tout compris
A	Frais applicables au dépôt de chèques de l'ARC (frais annuels applicables au dépôt de chèques – Rangée 3 du Tableau A2)	\$	\$	\$	\$	\$
B	Frais applicables aux images de chèques (frais annuels applicables aux images de chèques – Rangée 3 du Tableau B1)	\$	\$	\$	\$	\$
C	Frais de messagerie applicables aux dépôts qui ne sont pas en espèces (frais annuels de messagerie – Rangée 11 du Tableau C1)	\$	\$	\$	\$	\$
D	Frais applicables à la collecte des dépôts nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé (frais annuels applicables au transport spécial dans un véhicule blindé – Rangée 11 du Tableau D1)	\$	\$	\$	\$	\$
Prix annuel évalué =		\$	\$	\$	\$	\$
		(somme de la colonne 1)	(somme de la colonne 2)	(somme de la colonne 3)	(somme de la colonne 4)	(somme de la colonne 5)
		(somme des prix annuels évalués indiqués aux colonnes 1, 2, 3, 4 et 5) PRIX TOTAL ÉVALUÉ = _____ \$				

Solicitation No. - N° de l'invitation EN891-140419/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 410zg
Client Ref. No. - N° de réf. du client 20140419	File No. - N° du dossier 410zgEN891-140419	CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir la pièce jointe 1 de la Partie 4.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Les données volumétriques comprises dans le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3 sont fournies uniquement aux fins de la détermination du prix évalué de chaque soumission. Elles ne doivent pas être considérées comme une garantie contractuelle.

1.2.2 Aux fins de l'évaluation des soumissions et de la sélection de l'entrepreneur ou, selon le cas, des entrepreneurs seulement, le prix évalué d'une soumission sera déterminé conformément au barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3.

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection - le prix évalué le plus bas

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable.

La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 CRITÈRES TECHNIQUES

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les soumissions doivent satisfaire à tous les critères techniques obligatoires indiqués ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer qu'il se conforme à cette exigence.

Les soumissions qui ne satisfont pas à tous les critères techniques obligatoires seront déclarées irrecevables.

Critères techniques obligatoires (TO)		
Adhésion ACP		
No	Critère technique obligatoire	Instructions concernant la préparation des soumissions
TO1	Le soumissionnaire doit être un adhérent du Système automatisé de compensation et de règlement (SACR) ou un adhérent-correspondant de groupe affilié directement au SACR.	Le soumissionnaire devrait fournir une preuve de son adhésion au SCRA. Il suffit de présenter un certificat d'adhésion, un numéro de membre ou une lettre d'acceptation fournie par l'Association Canadienne de Paiements (ACP).

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou sera considérée comme un manquement au contrat.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des

« soumissionnaires à admissibilité limitée »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'attestation relative au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi comprise dans la pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations préalables à l'attribution du contrat, remplie conformément aux instructions fournies.

1.3 Pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations comprises dans la pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations préalables à l'attribution du contrat, devraient être remplies et fournies avec la soumission, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20140419

410zgEN891-140419

informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence le rejet de la soumission.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 5 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

1. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

Insérer la date: Date : _____ (AAAA/MM/JJ) Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée.

Le soumissionnaire doit compléter A et B.

A. Le soumissionnaire doit inclure dans l'attestation l'une des déclarations suivantes:

A1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

ou

A2. Le soumissionnaire est une coentreprise.

B. Le soumissionnaire doit inclure dans l'attestation: « Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-haut. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera déclarée non recevable, ou sera considérée comme un manquement au contrat. »

Pour A1, le soumissionnaire doit inclure dans l'attestation: «Le soumissionnaire:» suivi de la déclaration qui s'applique parmi les déclarations B.1 à B.5 figurant ci-dessous.

Pour A2: le soumissionnaire doit inclure dans l'attestation pour chaque membre de la coentreprise:

1) « Je, [insérer le nom du membre de la coentreprise], membre de la coentreprise: » suivi de la déclaration qui s'applique parmi les déclarations B.1 à B.5 figurant ci-dessous.

Choisir l'une des déclarations suivantes seulement:

B1. atteste n'avoir aucun effectif au Canada.

B2. atteste être un employeur du secteur public.

B3. atteste être un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.

B4. atteste avoir un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

B5. atteste avoir un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

B5.1. atteste avoir conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec HRDCC - Travail.

ou

B5.2. atteste avoir présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à RHDCC - Travail. *Comme il s'agit d'une condition préalable à l'attribution d'un contrat,*

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20140419

File No. - N° du dossier

410zgEN891-140419

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à RHDCC - Travail.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada - Travail.

2. Contenu canadien

2.1. Clause du Guide des CCUA A3050T, Définition du contenu canadien.

2.2 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité

1.1 Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées:

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable, tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux ou la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent; et
- e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse comprenant les renseignements ci-dessous du ou des lieux proposés pour la réalisation des travaux ou la sauvegarde des documents.

Adresse :

N° civique / nom de la rue, unité / N° suite / d'appartement

Ville, province, territoire / État

Code postal / code zip

Pays

Si l'information n'est pas fournie dans ou avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence le rejet de la soumission.

1.2 On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

1.3 Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

2. Capacité financière

Clause du Guide des CCUA A9033T(2012-07-16), Capacité financière

3. Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux, à l'Annexe A.

1.2 Destination des Services

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale de la comptabilité, Gestion bancaire et Rémunération
Direction des accords bancaires
Phase III, Place du Portage
11 rue Laurier
Gatineau, Québec, K1A 0S5
Canada

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2035 (2013-06-27), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.2 Conditions générales supplémentaires

4008 (2008-12-12), Renseignements personnels, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.3 Clauses du guide des CCUA

Clause du guide des CCUA A9122C (2008-05-12), Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données

3. Exigences relatives à la sécurité

3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat:

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données et(ou) de production au niveau PROTÉGÉ tant que la DSCI, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B.

4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :

- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
- b) le Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

3.2 Installations de l'entrepreneur nécessitant des mesures de protection

L'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations pour lesquelles des mesures de protection sont nécessaires à la réalisation des travaux pour les adresses suivantes:

Adresse :

Numéro civique / nom de la rue, unité / suite/ no. d'appartement

Ville, province, territoire / État

Code postal / code zip

Pays

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La durée du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 juillet 2017 inclusivement.

4.2 Durée des services

Les services seront fournis durant la période du 1er août 2014 au 31 juillet 2017 inclusivement.

4.3 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) de une (1) année (s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

4.4. Résiliation avec avis de trente jours

1. Le Canada se réserve le droit de résilier à n'importe quel moment le contrat, en tout ou en partie, en donnant un avis écrit de trente (30) jours civils à l'entrepreneur.
2. Suite à cette résiliation, le Canada paiera uniquement les coûts engagés pour les services rendus et acceptés par le Canada avant la date de la résiliation. Malgré toute autre disposition du contrat, aucun autre coût résultant de la résiliation ne sera payé à l'entrepreneur.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: Jocelyne C Gagnon
Titre: Spécialiste des contrats
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction: Division des Services des Affaires et de Consultation

Adresse: 11 rue Laurier
Portage III, 10C1
Ottawa, Ontario, K1A 0S5
Téléphone : (819) 956-0575
Télécopieur : (819) 956-2675
Courriel: jocelyne.c.gagnon@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est: (A déterminer à l'octroi du contrat)

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

(A déterminer à l'octroi du contrat)

Avis à l'intention du soumissionnaire: Si le soumissionnaire retenu a fourni (selon l'article 3 de la Partie 2) de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), le texte intégral de la clause A3025C (2013-03-21) du Guide des CCUA, Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires, fera partie du contrat subséquent à titre d'article 6 et les articles ci-dessous seront renuméroter en conséquence.

6. Paiement

6.1 Base de paiement

6.1.1 Limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de ____\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

6.2 Responsabilité totale du Canada

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de ____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante :
 - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

6.3 Méthode de paiement

6.3.1 Paiement mensuel

Clause H1008C (2008-05-12) du Guide des CCUA.

6.4 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client
C0305C (2008-05-12), État des coûts

6.5 Vérification discrétionnaire

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé " Présentation des factures " des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque demande doit être appuyée par :

- a) une copie de tout document tel qu'il est spécifié au contrat; et
- b) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs;

Les demandes doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé "Responsables" du contrat.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsque qu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec RHDC - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par Ressources humaines et Développement des compétences Canada fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

8.3 Clauses du guide des CCUA

A3050T (2010-01-11), Définition du contenu canadien

A3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4008 (2008-12-12);
- c) les conditions générales 2035 (2013-06-27), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'Annexe D, Exigences en matière d'assurance; et
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ .

11. Ressortissants étrangers

- 11.1** Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

12. Exigences en matière d'assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurances prévues à l'annexe D.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurances ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20140419

File No. - N° du dossier

410zgEN891-140419

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 APERÇU

1.1 Introduction et contexte

En tant que receveur général (RG) du Canada, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux gère les opérations du Trésor fédéral, notamment les rentrées et les sorties de fonds fédéraux enregistrées dans le Trésor. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) regroupe la gestion des paiements et de la perception des recettes du gouvernement afin d'obtenir des institutions financières du Canada les tarifs les plus concurrentiels pour les services offerts.

Même si le RG perçoit des remises dans le cadre de nombreux arrangements, les exigences décrites dans le présent énoncé des travaux ne concernent que les services de dépôt de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et ne visent à remplacer aucune autre forme de remises faites au RG, comme celles faites par cartes de crédit ou de débit, par débits préautorisés, ou par paiements de factures en version papier ou électronique ou en espèces et par chèques autres que celles perçues par l'ARC, et pour lesquelles le RG a conclu des contrats et des arrangements distincts.

À l'heure actuelle, l'ARC accepte quotidiennement les versements directs faits en espèces ou par chèques, par la poste ou à des boîtes de dépôt, dans ses centres fiscaux partout au Canada. L'ARC nécessite des services pour faciliter le dépôt quotidien de ces versements. L'ARC a accepté des remises totalisant environ 52,4 milliards de dollars par chèques et 25 millions de dollars en espèces au cours de la période allant du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013.

Il est à noter que le RG sait que le dépôt électronique ainsi que la numérisation et l'échange d'images de chèques aux fins de règlement sont de plus en plus courants au sein du secteur bancaire canadien. Toutefois, l'ARC et le RG ne sont pas encore prêts à commencer l'échange d'images de chèques. Par conséquent, les services demandés dans le présent énoncé des travaux concernent l'échange d'effets matériels.

1.2 Objectif

L'entrepreneur devra ramasser, traiter et déclarer les dépôts quotidiens faits en espèces ou par chèques, reçus à chacun des centres fiscaux de l'ARC partout au Canada.

1.3 Définitions

Veuillez vous reporter à l'*Annexe A, Appendice 1 – Définitions* pour consulter les définitions des termes utilisés dans le présent document.

1.4 Renseignements statistiques

Les valeurs et volumes historiques liés aux dépôts faits en espèces ou par chèques à l'ARC sont présentés à l'*Annexe A, Appendice 6 – Historique des activités des services de dépôt de l'Agence du revenu du Canada*.

Les valeurs historiques liées aux règlements quotidiens perçus par la Banque du Canada ont également été incluses dans l'*Annexe A, Appendice 7 – Valeurs historiques des règlements* afin de fournir une représentation des types de valeurs que l'entrepreneur pourrait s'attendre à remettre quotidiennement à la Banque du Canada. La différence entre ces valeurs et celles présentées à l'Annexe A, Appendice 6 est que les valeurs de transfert sont présentées déduction faite de toutes écritures de contre-passation ou autre ajustement. Les valeurs présentées à l'Annexe A, Appendice 6 fournissent par contre des renseignements historiques concernant les montants bruts des dépôts consignés dans le préavis à la section 2.4 – Préavis.

En outre, les valeurs et les volumes prévus sont fournis à l'*Annexe A, Appendice 8 – Volumes et valeur prévus pour le service de dépôt de l'Agence du revenu du Canada de 2014 à 2019*. Veuillez noter que les comptoirs de paiement de tous les centres de l'ARC seront fermés en octobre 2013. Ainsi, les valeurs en espèces devraient diminuer considérablement puisque les paiements en espèces ne seront acceptés que par la poste et aux boîtes de dépôt des centres de l'ARC. De plus, le paiement en espèces est déconseillé par l'ARC.

Bien que les prévisions concernant les volumes aient été établies avec le plus grand soin, rien ne garantit qu'elles se concrétiseront. Tous les calculs sont effectués de bonne foi à titre informatif uniquement et ne doivent en aucun cas être interprétés comme une représentation des montants que le gouvernement du Canada percevra par l'intermédiaire des services de dépôt de l'ARC.

2.0 EXIGENCES DÉTAILLÉES EN MATIÈRE DE SERVICES

2.1 Exigences opérationnelles générales

L'entrepreneur devra fournir les services suivants :

- i. fournir de façon appropriée et constante les formulaires et les pochettes de dépôt requis pour faire les dépôts quotidiens, conformément aux dispositions de la section 2.3 - Formulaires et pochettes de dépôt;
- ii. effectuer le ramassage quotidien des dépôts par chèques, de même que le ramassage ponctuel des dépôts en espèces, dans les centres fiscaux de l'ARC énumérés à l'Annexe A, Appendice 9 - Centres fiscaux de l'Agence du revenu du Canada, conformément aux dispositions de la section 2.5 - Ramassage des dépôts faits auprès de l'ARC;
- iii. traiter tous les dépôts conformément aux dispositions de la section 2.6 - Dépôts quotidiens faits auprès de l'ARC;
- iv. verser le jour même les remises dans le compte central, et transférer les fonds reçus le jour même au compte du RG ouvert à la Banque du Canada, conformément aux dispositions de la section 2.8 - Règlement, pour toutes les remises figurant dans le préavis fourni par l'ARC. Des renseignements supplémentaires sur ce préavis sont fournis à la section 2.4 - Notification préalable;

- v. fournir des rapports au RG sur les mouvements de compte (relevé bancaire) le jour ouvrable suivant, conformément à la section 3 - Exigences en matière de rapports;
- vi. répondre aux demandes de renseignements de l'ARC ou du RG concernant les services de dépôt de l'ARC, conformément aux dispositions de la section 2.10 - Suivis et demandes de renseignements.

2.2 Ouverture d'un compte central

L'entrepreneur doit ouvrir, au Canada, un compte central du nom de " Receveur général du Canada - Impôts, TPS et taxe d'accise perçus par l'ARC ".

2.3 Formulaires et pochettes de dépôt

Afin de faciliter les dépôts quotidiens faits auprès de l'ARC, l'entrepreneur doit fournir les services suivants:

- i. fournir de façon appropriée et constante des formulaires de dépôt mutuellement acceptables aux centres fiscaux figurant à l'Annexe A, Appendice 9 - Centres fiscaux de l'Agence du revenu du Canada. Le premier lot de ces formulaires de dépôt doit être reçu au moins deux (2) semaines avant la mise en œuvre de ce service. Un numéro d'autorisation unique du RG sera attribué à chaque centre fiscal par la Division des opérations de gestion de caisse du RG et sera fourni à l'entrepreneur avant la mise en œuvre. Ces numéros d'autorisation du RG doivent être préimprimés sur les formulaires de dépôt du centre fiscal auxquels ils correspondent;
- ii. fournir des lots de formulaires de dépôt mutuellement acceptables aux centres fiscaux de l'ARC. Le numéro transitaire applicable de l'entrepreneur doit être préimprimé sur ceux-ci, à moins d'indication contraire. Ces lots de formulaires doivent comporter une ligne de reconnaissance de caractères magnétiques (MICR) indiquant l'adresse de l'entrepreneur. L'ARC traitera ces formulaires à l'aide de ses scanners ou codeurs afin d'indiquer la quantité de formulaires dans chaque lot et d'inclure un formulaire avec chaque dépôt;
- iii. fournir une quantité adéquate de pochettes de dépôt en plastique traçables et inviolables ou de sacs de dépôt en toile pour les dépôts quotidiens de l'ARC.

2.4 Préavis

Les centres fiscaux de l'ARC fourniront à l'entrepreneur un préavis de leurs dépôts quotidiens (y compris les dépôts en espèces) au plus tard à 14 h (heure avancée de l'Est [HAE]). Ce préavis prendra la forme d'une transmission par télécopieur (ou au moyen d'une autre méthode de transmission mutuellement acceptable) des formulaires de dépôt remplis pour cette journée. Les confirmations automatiques de télécopie de l'ARC pour les formulaires de dépôt quotidien constitueront une preuve de la livraison et de l'heure réelle des messages télécopiés respectifs aux fins de la réception de la valeur même jour dans le compte central pour ces dépôts.

Chaque jour ouvrable, l'entrepreneur recevra un préavis de tous les centres fiscaux de l'ARC pour au moins un dépôt quotidien régulier. Si l'entrepreneur ne reçoit pas cet avis avant 14 h HAE, il doit appeler le centre fiscal de l'ARC concerné afin de régler la situation.

Une fois le préavis reçu, l'entrepreneur doit accepter le montant de dépôt tel qu'il est " déclaré ", conformément aux indications du formulaire de dépôt. L'entrepreneur doit accorder au compte central un crédit de la valeur même jour de chacun des dépôts en utilisant les numéros d'autorisation respectifs aux fins d'identification.

La date à laquelle le préavis a été donné par l'ARC avant l'heure limite de 14 h HAE, et à laquelle le dépôt était prêt à être ramassé par l'entrepreneur au bon centre fiscal de l'ARC avant l'heure inscrite à la section 2.5 - Ramassage des dépôts faits auprès de l'ARC, doit être désignée comme la date de présentation.

2.5 Ramassage des dépôts faits auprès de l'ARC

2.5.1 Exigences relatives au ramassage des chèques

Chaque jour ouvrable, tous les centres fiscaux de l'ARC feront ramasser au moins un dépôt par le service de messagerie.

L'entrepreneur doit ramasser les dépôts de chèques à tous les centres fiscaux de l'ARC, entre 14 h et 16 h, heure locale. Comme le crédit même jour aura déjà été accordé au RG au moyen du préavis quotidien des montants des dépôts, tous les chèques reçus par l'entrepreneur dans ces dépôts devraient être déposés au cours de la nuit.

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les dépôts de chèques ramassés se trouvent dans une pochette sécurisée et traçable, dont l'indicateur d'effraction est intact. L'indicateur d'effraction ne peut être retiré que par un représentant autorisé de l'entrepreneur qui accepte le dépôt. L'entrepreneur doit communiquer avec le centre fiscal de l'ARC concerné si l'indicateur d'effraction n'est pas intact au moment où le dépôt est reçu à ses bureaux.

2.5.2 Exigences relatives au ramassage des dépôts en espèces

En plus des dépôts quotidiens par chèques, l'ARC aura des dépôts en espèces qui devront être ramassés par un véhicule blindé de façon ponctuelle. Lorsque l'ARC aura besoin de faire ramasser un dépôt en espèces, elle avisera l'entrepreneur à l'aide du mode de communication mutuellement convenu.

L'entrepreneur doit prévoir le ramassage le jour ouvrable suivant par véhicule blindé du dépôt en espèces.

L'entrepreneur doit ramasser les dépôts en espèces dans tous les centres fiscaux de l'ARC entre 14 h et 16 h (heure locale) le jour ouvrable suivant la demande d'un ramassage ponctuel par l'ARC.

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les dépôts en espèces ramassés se trouvent dans une pochette sécurisée dont l'indicateur d'effraction est intact. L'indicateur d'effraction ne peut être retiré que par un représentant autorisé de l'entrepreneur qui accepte le dépôt. L'entrepreneur doit communiquer avec le centre fiscal de l'ARC concerné si l'indicateur d'effraction n'est pas intact au moment où le dépôt est reçu à ses bureaux.

2.5.3 Perte, vol, endommagement ou destruction de dépôts

Il incombe à l'entrepreneur d'assurer le transport et la livraison sécuritaires de tous les dépôts une fois que ceux-ci ont quitté les centres fiscaux de l'ARC.

Toute situation de perte de dépôts (ce qui inclut notamment le vol, l'endommagement ou la destruction de dépôts) doit être traitée en vertu des modalités des ententes contractuelles conclues entre l'entrepreneur et tous les sous-traitants qui assurent la prestation du service de transport, de sorte que la perte ne porte aucun préjudice au Canada.

En cas de perte d'un dépôt de l'ARC dont l'entrepreneur assurait le transport, ce dernier doit fournir un crédit même jour pour l'entière valeur du dépôt en question, selon le préavis de l'ARC concernant le dépôt perdu.

L'entrepreneur doit aviser l'ARC de la perte d'un dépôt dans les 48 heures suivant la découverte du dépôt manquant. Dès qu'elle est informée de la perte d'un dépôt, l'ARC offrira à l'entrepreneur l'une des deux options suivantes :

- i. des copies des images numérisées du contenu du dépôt dans les cinq à dix jours ouvrables suivant le signalement de la perte;
- ii. une reconstruction du contenu du dépôt et un nouveau dépôt des chèques de remplacement, lorsque ceux-ci sont disponibles.

L'entrepreneur doit compenser tous les effets de dépôts dans les cinq (5) jours ouvrables suivant leur réception par l'entrepreneur.

2.6 Dépôts quotidiens de l'ARC

Les dépôts de l'ARC provenant des centres fiscaux peuvent contenir certains ou l'ensemble des types d'effets suivants :

- i. un formulaire de dépôt et le lot de formulaires applicables;
- ii. une bande de codage détaillée et une bande de récapitulation ou des listes informatiques résumant les lots et les détails de récapitulation, selon les installations du centre fiscal où a été effectué le dépôt;
- iii. les chèques en dollars canadiens dont le montant est codé par MICR et provenant d'institutions financières canadiennes;
- iv. les chèques en devises dont le montant n'est pas codé par MICR et provenant d'institutions financières étrangères;
- v. les espèces en dollars canadiens (qui seront déposées séparément des chèques afin de faciliter la prestation des services de livraison).

Chaque centre fiscal de l'ARC peut avoir de multiples dépôts quotidiens qui auront des numéros d'autorisation du RG uniques aux fins d'identification.

2.6.1 Dépôts de chèques

Tous les chèques en dollars canadiens provenant d'institutions financières canadiennes doivent avoir le montant codé par MICR par l'ARC avant d'être transférés à l'entrepreneur.

La taille des lots de chèques variera selon le centre fiscal où ils sont déposés, pour un maximum de 250 effets par lot.

Les chèques de 50 000 \$ et plus seront triés par l'ARC et figureront sur une liste d'effets distincte jointe à n'importe quel dépôt.

2.6.2 Dépôts en espèces

Même si les dépôts en espèces figureront sur le préavis et seront imputés au compte central le jour même où ils sont reçus par un centre fiscal, ce dernier conservera ces fonds jusqu'à ce qu'il ait accumulé suffisamment d'argent en espèces pour justifier la requête d'une collecte spéciale.

Étant donné que les encaissements provenant de chaque centre fiscal auront déjà été imputés au compte central au moment de la réception du préavis concernant les dépôts, l'entrepreneur peut ouvrir un compte de caisse interne auquel il pourra imputer ces montants quotidiens jusqu'à ce que l'encaisse réelle soit reçue à la suite d'une collecte spéciale d'argent en espèces. Par conséquent, le compte de caisse interne doit être crédité dès la réception de l'argent en espèces provenant de l'ARC dans le jour ouvrable suivant la collecte spéciale.

Tout intérêt flottant découlant de soldes négatifs temporaires dans le compte de caisse fondé sur les écarts temporaires entre la date de présentation du dépôt en espèces et le moment auquel le crédit est imputé au compte de caisse doit être versé par le RG selon les conditions relatives au taux d'intérêt flottant énoncées à la section 2.9 - Flottants.

2.6.3 Effets en devises étrangères

La monnaie étrangère ne sont pas acceptées par l'ARC et ne feront donc pas l'objet de dépôts en vertu de la présente entente.

Les chèques en devises étrangères doivent être convertis au montant équivalent en dollars canadiens, en fonction du taux du marché établi fourni par l'entrepreneur au centre fiscal de l'ARC. L'entrepreneur doit fournir les taux de change en dollars américains à chaque emplacement de l'ARC le matin de chaque jour ouvrable. Les taux de change d'autres devises ne doivent être fournis que lorsqu'un emplacement de l'ARC en fait la demande, dans les cas où il doit traiter un chèque dans ladite devise qui doit être inclus dans le dépôt du jour. Outre le dollar américain, voici les autres devises actuellement acceptées par l'ARC : l'euro, la livre anglaise, le peso mexicain, le franc suisse, le yen japonais, le yuan chinois et le dollar australien.

Si le taux de change variait entre le moment où l'entrepreneur indique un taux et le moment où il reçoit le dépôt le jour même, le taux initial proposé aurait force obligatoire pour les deux parties.

Veuillez prendre note que les effets en devises reçus au Centre de technologie d'Ottawa sont actuellement traités dans le cadre d'une entente contractuelle distincte. L'ARC se réserve le droit de transférer le traitement de ses effets en devises effectué dans certains des centres de technologie restants ou l'ensemble de ceux-ci vers cette entente distincte, à n'importe quel moment pendant la durée de l'entente, et ce, sans pénalité.

2.6.4 Effets en recouvrement

Si un chèque ne peut être compensé de façon normale lors de la compensation des effets déposés au cours de la nuit, alors l'entrepreneur devrait imputer l'effet conformément à la section 2.7.1 - Contre-passations et retourner le chèque au centre fiscal d'où il provient. Comme c'est la politique de

L'ARC de ne pas envoyer de tels effets en recouvrement, aucun autre traitement de ceux-ci ne devrait être requis de la part de l'entrepreneur.

2.7 Rajustements

2.7.1 Contre-passations

Présentement, tous les effets de contre-passations doivent être acheminés au Centre de technologie d'Ottawa. L'ARC se réserve toutefois le droit de changer l'emplacement où les effets de contre-passations devraient être retournés pendant la durée du contrat, et ce, sans pénalité.

Lorsqu'il traite des effets de contre-passations, l'entrepreneur doit :

- i. calculer le montant total de tous les chèques rejetés sur une liste détaillée en indiquant un sous-total après chaque tranche de 100 effets;
- ii. emballer les effets rejetés ainsi que la liste détaillée, et les acheminer au Centre de technologie d'Ottawa (ou à l'emplacement désigné par l'ARC en vue de recevoir les effets de contre-passations);
- iii. imputer au compte central le total consolidé indiqué sur la liste détaillée à l'aide du numéro d'autorisation applicable le jour même de la livraison des effets à l'ARC. Il est important que tous les effets de contre-passations soient regroupés selon le numéro d'autorisation de l'emplacement de l'ARC auquel le dépôt initial est associé.

2.7.2 Rajustements demandés par l'entrepreneur

Tous les autres rajustements doivent être comptabilisés dans le compte central à l'aide du même numéro d'autorisation que celui associé au dépôt initial pour lequel l'écart a été ciblé. Actuellement, tous les avis de débit et de crédit ainsi que les documents justificatifs liés aux rajustements sont acheminés au Centre de technologie d'Ottawa. L'ARC se réserve toutefois le droit de changer l'emplacement où ces documents devraient être retournés pendant la durée du contrat, et ce, sans pénalité.

Lorsqu'il traite ces rajustements, l'entrepreneur doit :

- i. préparer l'avis de débit ou l'avis de crédit approprié pour tout écart, en indiquant le numéro d'autorisation initial;
- ii. préparer les documents justificatifs, en indiquant la raison de l'écart, des copies des listes, des effets et des bordereaux de dépôt pertinents, ainsi que le numéro de compte de l'ARC du client, le cas échéant;
- iii. pour tous les rajustements, acheminer tous les avis de débit et de crédit, ainsi que les documents justificatifs, au Centre de technologie d'Ottawa;
- iv. débiter ou créditer le compte central, à l'aide du numéro d'autorisation applicable pour chaque avis de débit ou avis de crédit le jour de la livraison de ces effets à l'ARC.

L'entrepreneur doit comptabiliser chaque rajustement séparément en fonction du numéro d'autorisation approprié. L'écriture initiale erronée doit être contrepassée, et la bonne écriture doit être saisie.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20140419

410zgEN891-140419

L'entrepreneur doit, le jour même de la comptabilisation dans le compte central, transmettre les documents confirmant le rajustement au RG et à l'ARC.

2.8 Règlement

L'entrepreneur doit transférer des fonds au compte du RG à la Banque du Canada le jour même où il reçoit le préavis à cet effet, pourvu que les exigences en matière de délais applicables indiqués à la section 2.4 - Préavis aient été respectées par l'ARC.

Le jour où les fonds sont transférés à la Banque du Canada correspond à la " date de règlement ". Les intérêts flottants seront applicables dans les cas où la date de règlement correspond à une date ultérieure à la date de présentation et seront calculés selon les modalités indiquées à la section 2.9 - Flottants.

Avant 15 h (HAE), l'entrepreneur doit établir et envoyer à la Banque du Canada un message MT103 concernant un paiement du Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV) destiné au RG. Ce message doit faire état de tous les dépôts indiqués dans le préavis de l'ARC, de même que de tous les soldes non réglés de la veille. La mise en forme requise à l'égard du message MT103 est indiquée à l'Annexe A, Appendice 5 - Exigences de la Banque du Canada en matière de formatage en ce qui a trait au STPGV. Veuillez noter que les soldes du jour même et de la veille doivent faire l'objet de messages MT103 distincts.

2.9 Flottants

L'entrepreneur doit verser au RG des intérêts flottants pour tous les fonds dont la date de règlement est postérieure à la date de présentation. Le montant de ces intérêts flottants sera calculé selon le taux précisé dans le protocole d'entente négocié entre les institutions financières adhérentes et le gouvernement du Canada. Actuellement, ce taux correspond au taux d'escompte (fixé par la Banque du Canada) moins le quart d'un point de pourcentage (0,25 %); il est toutefois sujet à changement.

En dépit de l'existence d'un mécanisme relatif aux intérêts flottants, on s'attend tout de même à ce que l'entrepreneur respecte les délais applicables aux règlements indiqués à la section 2.8 - Règlement. On s'attend à ce que le paiement des intérêts flottants par l'entrepreneur constitue une exception au présent contrat, et non le résultat de la décision de l'entrepreneur de bloquer les fonds jusqu'au lendemain.

Le RG doit aussi verser des intérêts flottants, fixés selon le taux indiqué dans le protocole d'entente, à l'entrepreneur pour tout solde négatif dans le compte de caisse, en fonction des écarts temporaires pour la période s'échelonnant de la date de présentation du dépôt en espèces au moment où le crédit est imputé au compte de caisse. Les intérêts flottants à verser à l'entrepreneur doivent être inclus sur la facture mensuelle à l'intention du RG et devraient comprendre des documents justificatifs, y compris le solde quotidien du compte de caisse.

En cas d'erreur de la part de l'ARC ou de l'entrepreneur, ou de circonstances exceptionnelles ayant une incidence négative sur les intérêts flottants en sus du taux d'intérêt précisé dans le protocole d'entente pour le RG ou l'entrepreneur, un taux d'intérêt supérieur peut être versé, jusqu'à concurrence des pertes financières réelles subies. Une telle situation doit être examinée par le RG.

2.10 Suivis et demandes de renseignements

2.10.1 Demandes d'images formulées par l'ARC

Aux fins de suivi, l'entrepreneur doit fournir, dans les dix (10) jours ouvrables, des copies des chèques (recto verso) lorsqu'un représentant de l'ARC en fait la demande par écrit.

2.10.2 Demandes de renseignements du RG

L'entrepreneur doit, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables et à la demande du RG, tout mettre en œuvre pour répondre à toute demande de renseignements qui concerne les remises ou fournir des précisions sur celles-ci. S'il n'a pas obtenu de réponse après ce délai, le RG peut acheminer la demande de renseignements à un échelon supérieur de l'organisation de l'entrepreneur. Toute demande de renseignements liée à un suivi doit comprendre un numéro de repère original de TPSGC; ce numéro doit être indiqué dans toutes les réponses.

2.10.3 Période de conservation

Les chèques, ou les images de chèques valides, doivent être conservés aux fins de suivi pendant au moins sept ans, conformément aux diverses lois applicables.

3.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS

L'entrepreneur doit fournir au RG un relevé bancaire électronique quotidien (EDI 821) concernant le compte central avant 8 h HAE le premier jour ouvrable suivant la date du dépôt dans le compte central. Dans le relevé bancaire électronique EDI 821, l'entrepreneur doit :

- i. déclarer chaque dépôt séparément;
- ii. déclarer le total des contre-passations selon le montant indiqué sur la liste détaillée figurant à la section 2.7.1 - Contre-passations;
- iii. déclarer tous les autres rajustements selon le montant indiqué sur l'avis de débit ou de crédit figurant à la section 2.7.2 - Rajustements demandés par l'entrepreneur;
- iv. s'assurer que le numéro d'autorisation du RG attribué au centre fiscal où le dépôt a été effectué figure dans le segment REF 02, ou fournir une méthode équivalente acceptable au RG pour associer chaque dépôt et rajustement au centre fiscal approprié;
- v. veiller à ce que des codes de transaction financière appropriés et distincts soient associés à chacune des opérations de dépôt et à chacun des rajustements dans le segment FIR01;
- vi. s'assurer que la date à laquelle les fonds ont été déposés dans le compte central (date de dépôt dans le compte central) est inscrite dans le segment BGN03;
- vii. s'assurer que la date à laquelle l'entrepreneur a reçu le préavis est inscrite dans le segment FIR07, pourvu que les exigences en matière de délais indiquées à la section 2.4 - Préavis aient été respectées par l'ARC (date de présentation).

Le protocole actuel et la mise en correspondance des relevés bancaires électroniques sont fournis aux Appendices 2, 3 et 4 de l'Annexe A.

4.0 ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE DU SERVICE DE DÉPÔT DE L'ARC

4.1 Mise en œuvre du service

Les travaux de mise en œuvre doivent commencer dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat. Ces travaux doivent comprendre ce qui suit :

- i. la participation des équipes opérationnelles et techniques aux réunions et aux téléconférences, moyennant un préavis de cinq jours suivant la demande du RG, afin d'assurer une mise en œuvre organisée;
- ii. dans les deux (2) semaines suivant l'attribution du contrat, fournir les coordonnées (nom, numéro de téléphone, adresse électronique, numéro de télécopieur et adresse postale, s'il y a lieu) du chef d'équipe, du gestionnaire de comptes et du gestionnaire de projet devant traiter les questions liées à l'administration du contrat, de même que celles des personnes-ressources de deuxième et de troisième niveaux, et communiquer les délais d'exécution maximaux auxquels on peut s'attendre. La liste des coordonnées du personnel autorisé présentée par l'entrepreneur doit comprendre les personnes-ressources responsables des activités quotidiennes, des questions de sécurité d'accès, du soutien informatique et technique pour la période de transition et des activités courantes, ainsi que de l'envoi de la facturation mensuelle du RG pour les services rendus;
- iii. assurer la liaison avec l'ARC pour en arriver à une entente mutuellement acceptable en ce qui concerne les formulaires de dépôt et les pochettes de dépôt traçables. Conformément à la section 2.3 - Formulaires et pochettes de dépôt, chaque centre fiscal doit recevoir le premier envoi de ces effets au plus tard deux (2) semaines avant la mise en œuvre;
- iv. assurer la liaison avec l'ARC en vue de parachever les exigences et les procédures à suivre au moment d'effectuer des corrections et des rajustements dans le compte central;
- v. au plus tard un (1) mois suivant l'attribution du contrat (à moins d'une entente contraire), l'entrepreneur doit mettre en œuvre tous les services de dépôt de l'ARC existants;
- vi. se conformer à la configuration électronique et aux exigences de mise à l'essai prévues à l'Annexe A, Appendice 2 - Protocole actuel de déclaration électronique des relevés bancaires;
- vii. être disponible aux fins de la mise à l'essai des fichiers et des rapports électroniques dans un environnement d'essai;
- viii. faire passer la transmission électronique des relevés bancaires à l'environnement de production, une fois l'approbation du RG reçue;
- ix. communiquer avec la Banque du Canada afin de mettre la dernière main aux ententes de règlement;
- x. respecter toute autre exigence énoncée dans l'Énoncé des travaux.

4.2 Ouverture et fermeture des centres fiscaux

Bien que l'ARC ne prévoient pas, pour l'heure, ouvrir ou fermer de centre fiscal pendant la durée du contrat, une telle possibilité ne doit pas être écartée.

Advenant l'ouverture d'un nouveau centre fiscal, la nouvelle tarification pour la collecte quotidienne du courrier applicable à l'emplacement visé sera établie, puis appliquée, une fois approuvée, au moyen d'une modification signée officielle au contrat.

À l'inverse, si l'ARC décidait de mettre un terme aux opérations de dépôt à l'un des centres fiscaux énumérés à l'Annexe A, Appendice 9, et qu'elle n'avait ainsi plus besoin des services de collecte quotidienne du courrier, le taux mensuel ferme applicable serait rajusté en conséquence pour la prochaine période mensuelle et les périodes suivantes. L'ARC informera l'entrepreneur de son intention de mettre un terme aux collectes du courrier, peu importe l'emplacement, au moins deux semaines avant la fin de n'importe quel mois donné afin que les frais mensuels applicables à cet emplacement soient rajustés en conséquence pour la période mensuelle suivante.

5.0 AUTRES EXIGENCES

5.1 Plan d'urgence et de reprise après sinistre

L'entrepreneur doit avoir un plan officiel d'urgence et de reprise après sinistre en cas de panne d'alimentation, d'incendie, d'interruption de travail ou de toute autre situation qui peut entraîner une interruption de la prestation du service. En pareils cas, l'entrepreneur doit tout mettre en œuvre pour maintenir les communications et les rapports normaux avec le RG et l'ARC en utilisant d'autres moyens qui auront été convenus entre les parties.

5.2 Évaluation périodique de la menace et des risques

À la demande du responsable de projet, l'entrepreneur doit fournir les renseignements nécessaires pour aider le Canada à préparer un énoncé de sensibilité et une évaluation de la menace et des risques en ce qui concerne les services de dépôt de l'ARC fournis.

5.3 Langue

L'entrepreneur doit pouvoir fournir ses services dans les deux langues officielles du pays (anglais et français), selon la langue de préférence du centre fiscal de l'ARC. Le personnel de l'entrepreneur doit fournir des services bilingues (en français et en anglais). Cependant, les documents traitant, entre autres, des règles, des règlements et des procédures peuvent être en anglais et, si possible, en français.

Si le responsable de projet juge inacceptables les versions françaises disponibles, le RG se réserve le droit d'obtenir, à ses frais, des versions retraduites que seule l'ARC pourra utiliser.

La *Loi sur les langues officielles* de même que les politiques et les publications du Secrétariat du Conseil du Trésor sont disponibles aux adresses suivantes :

<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-3.01/>

<Http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/index-fra.aspx>

5.4 Futurs besoins opérationnels

La manière dont le RG fait des affaires est susceptible de changer avec le temps, au fil de l'élaboration de nouveaux modes de prestation de services et de l'amélioration des technologies. Le secteur des services financiers procède à des changements similaires, comme l'intégration de nouveaux services de perception qui sont plus rapides, plus économiques et plus pratiques que par le passé. C'est en réponse aux demandes du grand public que sont proposés ces services, et les attentes de la clientèle sont grandissantes, car elle est au fait des possibilités qu'offre la technologie.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20140419

File No. - N° du dossier

410zgEN891-140419

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Le responsable de projet peut demander à l'entrepreneur de présenter des solutions novatrices en matière de technologies et de services pendant la période du contrat et les années d'option, en vue d'améliorer le service à la clientèle et de réduire les coûts. Inversement, l'entrepreneur peut également suggérer au responsable de projet d'adopter de telles solutions.

Tout nouveau service de ce type qui sera approuvé ne sera mis en œuvre que si l'on ajoute au contrat une modification approuvée et officielle. Le RG ne renonce pas à son droit de demander une soumission concurrentielle pour les nouveaux services. Ces nouveaux services peuvent comprendre la possibilité d'échanger des images de chèques de l'ARC, plutôt que des effets matériels, aux fins de compensation.

ANNEXE A, APPENDICE 1

DÉFINITIONS

Les définitions suivantes s'appliquent au présent énoncé des travaux et peuvent avoir un sens différent dans d'autres contextes.

<u>Compte central</u>	Compte ouvert au nom du « Receveur général du Canada – Impôts, TPS et taxe d'accise perçus par l'ARC » précisément pour le dépôt de chèques de l'Agence du revenu du Canada (ARC).
<u>Compte de caisse</u>	Compte bancaire interne dans lequel les soldes débiteurs pour les dépôts en espèces sont conservés temporairement pendant la période s'échelonnant de la date de présentation à la date à laquelle les espèces sont créditées au compte.
<u>Date de dépôt dans le compte central</u>	Date à laquelle le receveur général (RG) reçoit des valeurs dans le compte central.
<u>Date de présentation</u>	Date à laquelle l'entrepreneur a reçu le préavis, pourvu que les exigences en matière de délais applicables aux envois des avis aient été respectées par l'ARC.
<u>Date de règlement</u>	Date à laquelle le RG reçoit des valeurs à la Banque du Canada.
<u>Contre-passation</u>	Effet à déposer rejeté ou retourné par l'institution financière d'où il provient, ce qui entraîne l'annulation du crédit initial imputé au compte pour cet effet.
<u>Intérêts flottants</u>	Valeur des rentrées de fonds du gouvernement du Canada qui sont en circulation entre l'entrepreneur et la Banque du Canada.
<u>Jour ouvrable</u>	Toute journée du lundi au vendredi, sauf les jours fériés nationaux, comme le précisent les définitions de l'Association canadienne des paiements (ACP). Les jours fériés régionaux et municipaux sont considérés comme des jours ouvrables.
<u>MICR</u>	Reconnaissance de caractères magnétiques.
<u>Numéro d'autorisation</u>	Numéro composé de huit chiffres attribué par le RG à chaque centre fiscal de l'ARC aux fins d'identification.
<u>STPGV</u>	Système de transfert de paiements en temps réel appartenant à l'ACP et exploité par celle-ci qui sert au traitement de paiements de grande valeur et au transfert électronique de messages de paiement entre membres participants du Système de traitement de paiements de grande valeur (STPGV).

ANNEXE A, APPENDICE 2

PROTOCOLE ACTUEL POUR LES RAPPORTS ÉLECTRONIQUES SUR LES RELEVÉS BANCAIRES

Le protocole actuel pour les rapports électroniques sur les relevés bancaires est le format standard EDI ANSI X12, à savoir :

1. Ensembles d'opérations

Les parties s'échangent les ensembles d'opérations EDI suivants :

- a. Caractéristiques de l'enveloppe ANSI X12 (l'« enveloppe »);
- b. Rapports d'information financière ANSI X12 821 (les « 821 »); et
- c. Accusé de réception fonctionnel ANSI X12 997 (le « 997 »).

L'enveloppe et les rapports 821 sont reproduits ci-joint dans l'appendice 3 et l'appendice 4 de l'annexe A.

2. Données pour les rapports 821

L'heure actuelle, les rapports 821 doivent comprendre les données suivantes:

- a. Numéro de l'institution financière attribué par l'Association canadienne des paiements;
- b. Numéro de transit de la succursale auprès de laquelle le compte est ouvert;
- c. Le numéro du compte faisant l'objet du rapport;
- d. Le code de l'opération (type) : On doit au moins indiquer des codes distincts pour les opérations autorisées, soit:
 - les dépôts manuels au comptoir;
 - les rajustements bancaires relatifs aux dépôts manuels au comptoir;
 - les effets retournés correspondant aux dépôts manuels au comptoir;
 - les opérations relatives à des virements à la Banque du Canada.
- i. Écritures non autorisées:

Il FAUDRA prendre des mesures pour mettre un terme aux écritures non autorisées. Bien que les types d'opérations suivants ne soient pas autorisés pour le présent Énoncé des travaux, il faudra indiquer au minimum des codes distincts, si on doit traiter ces opérations, pour ce qui est :

- les dépôts électroniques par cartes;
- les dépôts directs;
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts directs;
- les virements télégraphiques;
- les rajustements bancaires relatifs à des virements télégraphiques;
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts électroniques par carte;
- les effets retournés relativement aux dépôts électroniques par carte;

- les dépôts effectués par EDI à l'aide du formulaire 820/823;
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts effectués par EDI à l'aide du formulaire 820/823;
- les effets retournés relatifs aux dépôts effectués par EDI à l'aide du formulaire 820/823 (dans les cas autorisés);
- les dépôts effectués par débits préautorisés (DPA);
- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts effectués par débits préautorisés (DPA);
- les effets retournés relatifs aux dépôts effectués par débits préautorisés (DPA).

- e. Date de concentration des opérations;
- f. Montant des opérations;
- g. Numéros de référence RR, ZZ, PQ, IT, IX, VR et DE précisés dans l'appendice 4 de l'annexe A.

3. Configuration et période d'essai

À l'heure actuelle, le receveur général exige que les entrepreneurs :

- a. fournissent, au moins six (6) semaines avant la date de la mise en œuvre, tous les renseignements sur les boîtes postales et tous les autres renseignements pertinents pour la configuration du système.
- b. déposent, au moins six (6) semaines avant la date de la mise en œuvre, la liste des codes mnémoniques (avec leur signification) à utiliser comme codes d'opération types.
- c. transmettent, dans la boîte postale d'essai du receveur général :
 - i. les données d'essai générales 821 (qui auront été compilées et acceptées par le receveur général) au moins quatre (4) semaines avant la date de la mise en œuvre, et selon la demande du receveur général par la suite;
 - ii. les données réelles (en dollars) 821 pour le compte, chaque jour, à partir d'au moins trois semaines avant la date de la mise en œuvre et selon la demande du receveur général par la suite.
- d. respectent le plan d'essai et les procédures d'autorisation du receveur général, sauf convention contraire. Ces plans et ces procédures seront fournis sur demande.

4. Processus d'établissement des rapports au moment de la mise en œuvre

À l'heure actuelle, le receveur général exige que les entrepreneurs :

- a. respectent le plan d'essai et les procédures d'autorisation du receveur général, sauf convention contraire. Ces plans et ces procédures seront fournis sur demande.
- b. transmettent chaque jour ouvrable, en texte clair, un relevé 821 du Compte dans la boîte postale de production électronique du receveur général au plus tard à 8h heure normale de l'est (HNE) le premier jour ouvrable suivant la date de concentration.
- c. acceptent les opérations positives ou négative 997 du receveur général pour donner suite à chaque relevé 821 transmis par l'entrepreneur, en prenant des mesures complémentaires si ce dernier ne reçoit pas une opération 997 après chaque transmission. Il faut prendre des mesures complémentaires au plus tard à heure normale de l'est (HNE) le jour même de chaque transmission 821. Ces mesures DOIVENT consister en un appel téléphonique à passer au

-
- d. corrigent le relevé 821 et le retransmettent dans un délai de deux heures suivant sa réception, après avoir reçu une opération négative 997 (ISA09 et ISA10 de l'enveloppe ANSI X1 2).
- e. si on ne peut pas établir les rapports selon les modalités ci-dessus, et à la demande du receveur général, fournissent au lieu d'un relevé 821, un exemplaire imprimé ou une copie électronique des données énumérées dans la section 2 de l'appendice 2 de l'Annexe A. Il FAUDRA s'entendre sur le choix du support.
- f. transmettent, chaque jour ouvrable, au receveur général, un exemplaire des pièces justificatives pour toutes les écritures passées dans le compte et ne faisant pas l'objet de cet énoncé des travaux, pour qu'il parvienne au receveur général le même jour que le relevé 821.

5. L'expéditeur assume les coûts de transmission

Le receveur général demande aux entrepreneurs d'assumer tous les coûts liés à la transmission des relevés 821. Cette mesure vise également les envois en provenance et à destination de la boîte de réception du receveur général.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20140419

410zgEN891-140419

ANNEXE A, APPENDICE 3

SPÉCIFICATIONS DE L'ENVELOPPE 821/152

Spécifications de l'enveloppe 821/152

VERSION 003010

Receveur général

Édition 3.02

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

410zgEN891-140419

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20140419

Spécifications de l'enveloppe du Receveur général

Numéro de version du contrôle de l'échange 00200

ID DU SEG.	Nom	Requis	Boucle
ISA	Segment en-tête du contrôle de l'échange	O	1
GS	Segment en-tête du groupe fonctionnel	O	GS 1 > 1
GE	Segment fin du groupe fonctionnel	O	GE 1 > 1
IEA	Segment fin du contrôle de l'échange	O	1

(O = *Obligatoire*)

Note : Dans cette édition 3.02 les segments "GS01 & GS08" ont été modifiés.

ISA**Segment en-tête du contrôle de l'échange**

Indique le début de l'échange

ISA	ISA01 I01	ISA02 I02	ISA03 I03	ISA04 I04	ISA05 I05
*	Qual. de l'inform. sur l'autorisation	* Information sur l'autorisation	* Qual. De l'information sur la sécurité	* Information sur la sécurité	* Qual. de l'ID de l'échange
	O ID 2/2	O AN 10/10	O ID 2/2	O AN 10/10	O ID 2/2
	ISA06 I06	ISA07 I05	ISA08 I07	ISA09 I08	ISA10 I09
*	ID de l'expéditeur de l'échange	* Qual. de l'ID de l'échange	* ID du destinataire de l'échange	* Date de l'échange	* Heure de l'échange
	O AN 15/15	O ID 2/2	O AN 15/15	O DT 6/6	O TM 4/4
	ISA11 I10	ISA12 I11	ISA13 I12	ISA14 I13	ISA15 I14
*	Id du contrôle de l'échange	* No. de version de l'échange	* No. de contrôle de l'échange.	* Accusé de réception demandé	* Indicateur D'essais
	O ID 1/1	O ID 5/5	O N0 9/9	O ID 1/1	O ID 1/1
	ISA16 I15				
*	Séparateur de sous-éléments	N / L			
	O AN 1/1				

ISA01 Qualificatif de l'information sur l'autorisation
Code qui identifie le type de l'information dans le segment ISA02. Employer "00" pour indiquer l'absence d'information sur l'autorisation.

- ISA02 Information sur l'autorisation
Employé pour une identification ou une autorisation additionnelle de l'envoyeur ou des données contenues dans l'échange. Inutilisé.
- ISA03 Qualificatif de l'information sur la sécurité
Code qui identifie le type de l'information du segment ISA04. Employez "00" pour indiquer l'absence d'information sur la sécurité.
- ISA04 Information sur la sécurité
Identifie l'information, en matière de sécurité, relative à l'envoyeur ou aux données de l'échange. Inutilisé.
- ISA05 Qualificatif de l'ID de l'échange
Désigne la structure de codage employée pour identifier l'envoyeur. Défini par l'envoyeur. Par exemple, utilisé "12" pour un numéro de téléphone ou "01" pour un numéro "DUNS".
- ISA06 ID de l'envoyeur de l'échange
Identification publiée de l'envoyeur. Définie par l'envoyeur.
- ISA07 Qualificatif de l'ID de l'échange
Désigne la structure de codage adoptée pour identifier le destinataire. Employer "12" pour numéro de téléphone ou "01" pour un numéro "DUNS".
- ISA08 ID du destinataire de l'échange
Doit être fournie par le Receveur général (RG), conformément au plan d'essai et procédures de passage à la production du Receveur général.
- ISA09 Date de l'échange
Date de création de l'échange. Le format doit être : "AAMMJJ".
- ISA10 Heure de l'échange
Heure de création de l'échange. Le format doit être : "HHMM".
- ISA11 ID de contrôle de l'échange
Code désignant l'organisme de normalisation. Employer "U".
- ISA12 Numéro de version de l'échange
Numéro de version des segments du contrôle de l'échange. Employer "00200".
- ISA13 Numéro de contrôle de l'échange
Identification exclusive de l'échange. Créée par l'envoyeur et doit être identique à celle indiquée dans le segment IEA02.
- ISA14 Accusé de réception demandé
Code indiquant si l'envoyeur a demandé, ou non, un accusé de réception. Le Receveur général ne tiendra pas compte de cette information.
- ISA15 Indicateur d'essais
Code indiquant si l'échange contient des données d'essais ou de production. Employer soit "P" pour production, soit "T" pour essai.
- ISA16 Séparateur de sous-éléments.

Caractère de séparation des sous-groupes d'éléments de données.
Le Receveur général ne tiendra pas compte de cette information.

GS**Segment en-tête du groupe fonctionnel**

Indique le début d'un groupe fonctionnel de documents.

GS	GS01 479	GS02 142	GS03 124	GS04 29	GS05 30
*	Code d'ID fonctionnel	*	Code de l'envoyeur de l'application	*	Date
	O ID 2/2		O AN 2/12		O TM 4/4
				O DT 6/6	
	GS06 28	GS07 455	GS08 480		
*	Numéro de contrôle du groupe	*	Code de l'organisme responsable	*	Code d'ID de la version/édition
	O N0 1/9		O ID 1/2		O AN 1/12

GS01 Code d'identification fonctionnel

Code qui identifie un groupe de documents informatisés relatifs à une application.

Documents informatisés et codes acceptables pour le RG :

Document informatisé	Code
821	FR
152	GR
820	RA
823	LB

GS02 Code de l'envoyeur de l'application

Code qui identifie l'envoyeur du groupe fonctionnel.

GS03 Code du destinataire de l'application

Code qui identifie le destinataire du groupe fonctionnel. Employer "RECGEN".

- GS04 Date**
Date de création du groupe. Le format doit être : "AAMMJJ".
- GS05 Heure**
Heure de création du groupe. Le format doit être : "HHMM".
- GS06 Numéro de contrôle du groupe**
Identification exclusive du groupe. Créée par l'envoyeur et doit être identique à la valeur indiquée dans GE02.
- GS07 Code de l'organisme responsable**
Code qui identifie l'organisme de normalisation adopté pour le groupe. La valeur doit être "X".
- GS08 Numéro d'édition de la version**
Versions normalisées du Receveur général. Des versions ultérieures peuvent être adoptées, moyennant entente avec l'industrie.

Document informatisé	Version
821, 820	"003010"
152, 823, 820	"003030"

GE**Segment fin du groupe fonctionnel**

Indique la fin d'un groupe fonctionnel de documents

GE	GE01 97	GE02 28	N
*	Nombre de doc.inform. inclus	* Numéro de contrôle du groupe	/
	O N0 1/6	O N0 1/9	L

GE01 Nombre de documents informatisés

La valeur doit être identique au nombre de documents informatisés inclus dans le groupe fonctionnel.

GE02 Numéro de contrôle du groupe

Doit être identique à la valeur de GS06

IEA**Segment fin du contrôle de l'échange**

Indique la fin de l'échange

IEA	IEA01	I16	IEA02	I12	
*	Nombre de groupes fonctionnels inclus		*	No. de contrôle de l'échange	
	O	N0	1/5	O	N0
				9/9	

IEA01 Nombre de groupes fonctionnels

La valeur doit être identique au nombre de groupes fonctionnels contenus dans l'échange.

IEA02 Numéro de contrôle de l'échange

Identification exclusive de l'échange. Doit être identique à la valeur de ISA13.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

410zgEN891-140419

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20140419

ANNEXE A, APPENDICE 4

MAPPAGE 821

821 ÉTAT DE COMPTE

VERSION 003010

(Rapport de l'information financière du Receveur général)

Édition 2.12

Rapport de l'information financière 821 (X.12 version 3010)**Receveur Général du Canada (édition 2.12)**

Moyennant entente avec le secteur privé, le receveur général (RG) établira et fournira des documents de mappage des données pour les versions postérieures à la version 3010.

Table 1

ID DE SEG.	Nom	Exig. ANSI	Max.	Exig. R.G.	Min.	Max.	Boucle
ST	En-tête du document informatisé	O	1	O	1	1	
BGN	Segment en-tête	O	1	O	1	1	
N1	Nom (expéditeur de l'information)	O	1	O	1	1	N1/1
PER	Contact pour les communications administratives	F	>1	F		>1	
N1	Nom (destinataire de l'information)	O	1	O	1	1	N1/>1
PER	Contact pour les communications administratives	F	>1	F		>1	
ACT	Identification du compte	F	1	O	1	1	ACT/1
CUR	Monnaie	F	1	F		1	
BAL	Détails du solde	F	>1	O	1	>1	
FIR	Information financière	F	1	F	1	1	FIR/>1
REF	Numéros de référence	F	>1	C	0	2	
SE	Fin du document informatisé	O	1	O	1	1	

(O = obligatoire; F = facultatif; C = conditionnel)

Notes :

1. N1 (première occurrence privilégiée) est l'expéditeur du 821

2. N1 (deuxième occurrence privilégiée) est le destinataire du 821 (le receveur général)

Segments et données**ST****En-tête du document informatisé**

Il s'agit du début du document informatisé.

ST

ST01	143	ST02	329	N
*	Code d'ID	*	N° de	/
	du doc.		contrôle du	L
	informatisé		doc.	
			informatisé	
O	ID	O	AN	4/9
	3/3			

ST01 - Code du document informatisé
Élément obligatoire portant la valeur " 821 "

ST02 - Numéro de contrôle du document informatisé
Ce numéro de contrôle désigne de façon exclusive chaque document échangé entre des partenaires commerciaux. On suggère d'augmenter ce numéro de un pour chaque document informatisé suivant.

BGN**Segment en-tête**

Il s'agit du début du document informatisé.

BGN

BGN01	353	BGN02	127	BGN03	373	BGN04	337	
*	Code d'objet du doc. informatisé	*	Numéro de référence	*	Date	*	Heure	*
O	ID 2/2	O	AN 1/30	O	DT 6/6	F	TM 4/4	

BGN05	623	N
Qual. du fuseau horaire	/	L

F ID 2/2

- BGN01 - Code désignant l'objet du document informatisé.
Élément obligatoire portant la valeur " 00 " (retenues, acomptes provisionnels ou arriérés d'impôt sur le revenu) ou la valeur " 22 " (tous les autres états de compte).
Obligatoire. Élément de la norme EDI mais inutilisé par le RG.
- BGN02 - Code désignant de façon exclusive le document informatisé.
Ce numéro se compose de deux éléments :
1. le code de quatre chiffres de l'institution financière (IF) membre de l'ACP et indiquant l'IF d'origine;
 2. une combinaison d'au plus 26 chiffres, lettres et/ou espaces désignant exclusivement l'opération.
- BGN03 - Code désignant la date du jour ouvré à laquelle on a noté le solde du compte. (AAMMJJ)
- BGN04 - BGN05
Codes inutilisés.

N1**NOM (première occurrence privilégiée)**

La première occurrence du segment N1 identifie l'envoyeur de l'information financière.

N1	<table><tr><td>N101</td><td>98</td></tr><tr><td colspan="2">Code d'ID d'entité</td></tr><tr><td>O</td><td>ID 2/2</td></tr></table>	N101	98	Code d'ID d'entité		O	ID 2/2	<table><tr><td>N102</td><td>93</td></tr><tr><td colspan="2">Nom</td></tr><tr><td>O</td><td>AN 1/35</td></tr></table>	N102	93	Nom		O	AN 1/35	<table><tr><td>N103</td><td>66</td></tr><tr><td colspan="2">Qual. du code d'ID</td></tr><tr><td>C</td><td>ID 1/2</td></tr></table>	N103	66	Qual. du code d'ID		C	ID 1/2	<table><tr><td>N104</td><td>67</td></tr><tr><td colspan="2">Code d'ID</td></tr><tr><td>C</td><td>ID 2/17</td></tr></table>	N104	67	Code d'ID		C	ID 2/17	N / L
N101	98																												
Code d'ID d'entité																													
O	ID 2/2																												
N102	93																												
Nom																													
O	AN 1/35																												
N103	66																												
Qual. du code d'ID																													
C	ID 1/2																												
N104	67																												
Code d'ID																													
C	ID 2/17																												
	*	*	*	*																									

- N101 - Code d'identification de l'entité
Élément obligatoire portant la valeur " FW " et désignant l'expéditeur
- N102 - Nom
Nom de l'IF qui envoie l'information
- N103 - N104
Codes inutilisés

N1**NOM (deuxième occurrence privilégiée)**

La deuxième occurrence du segment N1 désigne le destinataire de l'information financière.

N1	N101 98	N102 93	N103 66	N104 67	N			
*	Code d'ID de l'entité	*	Nom	*	Qual. du code d'ID	*	Code d'ID	/
	O ID 2/2		O AN 1/35		C ID 1/2		C ID 2/17	L

N101 - Code d'identification de l'entité

Élément obligatoire avec la valeur " AQ " et désignant le " compte de (la partie destinataire) "

N102 - Nom

« REC GEN »	Opérations dans les comptes de dépôt, versements électroniques de l'ADRC.
« Receveur général du Canada »	
« 205 REC GEN »	Pour tous les autres versements comme le Service de présentation de factures (SPF).

N103 - N104
Codes inutilisés

PER**Contact pour les communications administratives**

Ce code désigne la personne ou le service à contacter pour les questions administratives. Le RG ne tiendra pas compte des données acheminées dans ce segment.

ACT**Désignation du compte**

Ce code précise l'information sur le compte.

ACT	ACT01 508	ACT02 93	ACT03 66	ACT04 67			
*	Numéro du compte	*	Nom	*	Qual. du code d'ID	*	Code d'ID
	O AN 10/21		F AN 1/35		C ID 1/2		C ID 2/17

O ID 1/2

O ID 1/2

O R2 1/15

BAL01 - Code du type de solde
Le code " Y " (cumul de l'année) indique le solde à jour ou actuel.

BAL02 - Ce code qualifie le montant indiqué dans BAL03.
Le code " IB " désigne le " solde à investir " (c'est-à-dire le solde disponible); le code " NL " représente un solde négatif dans le grand livre.

BAL03 - Ce code est qualifié par le code dans BAL02.
Il désigne le solde du compte.

FIR

Information financière

Il s'agit du sommaire d'un certain nombre d'opérations de crédit ou de débit d'un compte.

FIR	FIR01 702	FIR02 782	FIR03 380	FIR04 380
*	Code d'opér. fin.	Montant	Quantité	Quantité
	O ID 6/6	O R2 1/15	O R 1/10	O R 1/10
	FIR05 703	FIR06 478	FIR07 373	FIR08 337
*	Type d'inf. fin.	Code d'ind. de CR/DB	Date	Heure
	O ID 1/1	O ID 1/1	F DT 6/6	F TM 4/4
	FIR09 623	FIR10 100		
*	Code horaire	Code de devise		
	F ID 2/2	F ID 3/3		

FIR01 - Ce code désigne le type d'opération. Il faut dresser la liste des codes et des définitions. On doit prévoir des codes distincts pour :

- les opérations relatives à des virements à la Banque du Canada ou entre les sous-comptes et le compte concentrateur;
- les virements télégraphiques;
- les rajustements bancaires relatifs à des virements télégraphiques;
- les dépôts directs;

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20140419

410zgEN891-140419

- les rajustements bancaires relatifs aux dépôts directs.

FIR02 - Montant de l'opération

Ce montant doit toujours être positif; le FIR06 indique s'il s'agit d'un crédit ou d'un débit.

FIR03 - Quantité

Nombre de transactions incluses dans le montant de l'opération posté sous FIR02 (dépôts, etc...)

FIR04 Valeur recommandée : " 1 "**FIR05 - Ce code indique s'il s'agit de renseignements financiers détaillés ou sommaires.**

Il doit toujours être égal à " 1 " (" Détails ").

FIR06 - Ce code indique si le FIR02 a porté au compte un crédit ou un débit.

Le code " C " désigne un crédit, et le code " D ", un débit.

FIR07 - Date de valeur de l'opération (AAMMJJ)**FIR08 -FIR09**

Codes inutilisés

FIR10 - Code de devise

Code du pays de la devise dans laquelle les frais sont indiqués

REF**Numéros de référence**

REF	REF01 128	REF02 127	REF03 352	N
*	Qual. du num. de référence	* Numéro de référence	* Description	/
	O ID 2/2	O AN 1/30	C AN 1/80	L

Le RG contrôle la concordance de l'information sur les dépôts, d'après le contenu du segment REF et ce, sous réserve du type de données transmises. Le seul cas dans lequel un segment REF n'est pas nécessaire est celui des virements à la Banque du Canada. Le tableau ci-après fait état des exigences pour chaque type de données.

Type d'état de compte (821)	O Ou F	REF01 (1 ^{ère} occurrence)	REF02 (1 ^{ère} occurrence)	O ou F	REF01 (2 ^e occurrence)	REF02 (2 ^e occurrence)
Formulaires 820 ou 823 conformes H6. BGN = 22 (dépôts et rajustements bancaires pour renverser un dépôt)	O	RR ou ZZ	Numéro exclusif de renvoi croisé, qui	O	PQ	

(Effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour renverser un effet retourné)	F	IX	figure également dans le formulaire 820/823. La longueur de ce numéro peut varier. Numéro exclusif de renvoi croisé dont la longueur peut varier (par exemple, le numéro du client)	O	PQ	Numéro « NIEC » de huit chiffres, attribué par l'ACP Numéro « NIEC » de huit chiffres attribué par l'ACP
Formulaires 820 ou 823 distinct des formulaires ci-dessus et dans lesquels BGN01 = 00/22 (dépôts et rajustements bancaires pour renverser un dépôt)	O	RR ou ZZ	Numéro exclusif de renvoi croisé, qui figure également dans le formulaire 820/823. La longueur de ce numéro peut varier.	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
(Effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour renverser un effet retourné)	F	IX	Numéro exclusif de renvoi croisé dont la longueur peut varier (par exemple, le numéro du client)	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
Opérations électroniques par carte. BGN01 = 22 (Dépôts et rajustements bancaires pour renverser un dépôt)	O	IX	Numéro de suivi exclusif, dont la longueur peut varier (par exemple, un numéro de fin de lot)	O	VR	Numéro du marchand associé avec le type de carte de la transaction (dont la longueur peut varier)
(Effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour renverser un effet retourné)	O	IX	Numéro de suivi exclusif, dont la longueur peut varier (par	O	VR	Numéro du marchand associé avec le type de carte de la transaction

			exemple, un numéro de client)			(dont la longueur peut varier)
Comptes de dépôt. BGN01 = 22 (Dépôts et rajustements bancaires pour renverser un dépôt) (Effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour renverser un effet retourné)	O O	 PB PB	 Numéro de transit de cinq chiffres de la succursale d'origine Numéro de transit de cinq chiffres de la succursale d'origine	 O O	 IT IT	 Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
Virements à la Banque du Canada	F					
Virements télégraphiques / STPGV (Dépôts et rajustements bancaires)	F	IX	Numéro de suivi exclusif, dont la longueur peut être variable (par exemple, le n° SWIFT)	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres
Dépôts directs (Dépôts et rajustements bancaires)	F	IX	Numéro de suivi exclusif, dont la longueur peut varier (par exemple, le n° du fichier des dépôts directs)	O	IT	Numéro d'autorisation du RG de huit chiffres

Numéros de suivi

RR Numéro de suivi exclusif établissant la correspondance entre un dépôt 820/823 et l'état de compte 821. Ce numéro indique que l'IF est en mesure de fournir un numéro de suivi d'institution financière qui est exclusif parmi les IF au Canada.

ZZ Numéro de suivi exclusif établissant la correspondance entre un dépôt 820/823 et l'état de compte 821. ZZ représente un numéro de suivi convenu entre les deux parties et exclusif à une IF. La longueur de ce numéro est définie par l'IF.

IX Numéro de suivi exclusif à utiliser par les ministères pour le contrôle de concordance des données sur les versements.

Numéros d'autorisation, de commerçant, de transit et de créancier ministériel (NIEC)

Les rajustements relatifs aux valeurs des éléments suivants doivent comprendre le numéro de suivi des écritures passées à l'origine pour les dépôts.

- IT Ce code constitue, pour le RG, le numéro d'autorisation de huit chiffres désignant le bureau ministériel auquel on doit faire parvenir l'avis d'opération. Ce numéro est fourni à l'IF par l'émetteur de l'opération. REMARQUE : les rajustements et les effets retournés doivent comprendre le numéro d'autorisation du RG de huit chiffres pour les écritures passées à l'origine pour les dépôts.
- VR Ce numéro est réservé aux opérations électroniques effectuées par carte. Il représente, pour le RG, le numéro de commerçant et désigne le bureau ministériel auquel il faut transmettre l'avis d'opération. REMARQUE : toutes les opérations, tous les rajustements et tous les effets retournés pour les opérations électroniques par carte doivent être accompagnés de ce numéro de commerçant.
- PQ Ce numéro est réservé aux opérations conformes à la règle H6. Il représente, pour le RG, le numéro d'identification d'entreprise créancière (NIEC) de huit chiffres attribué par l'ACP. REMARQUE : toutes les opérations, toutes les régularisations et tous les effets retournés pour les opérations conformes à la règle H6 doivent être accompagnés du NIEC de huit chiffres.
- PB Ce numéro représente, pour le RG, le numéro de transit de la succursale qui a effectué l'opération à l'origine. Ce numéro doit comprendre cinq caractères.

NOTE : REF03 - Description pour les Services d'acceptation des cartes.

Pour la 1ère occurrence: Si REF01 est égal à "IX", REF03 est vide.

Pour la 2e occurrence: Si REF01 est égal à "VR", REF03 doit être le type de carte "VISA", "M/C", "AMEX" ou "DCARD".

Pour les autres services - codes inutilisés.

SE

Segment fin du document informatisé

Ce code désigne la fin du document informatisé.

SE	SE01 96	SE02 329	N
*	Nombre de segments inclus	N° de contrôle du doc. informatisé	/ L
	O NO 1/6	O AN 4/9	

SE01 - Nombre de segments inclus

Cette valeur doit être égale au nombre de segments du document informatisé.

SE02 - Numéro de contrôle du document informatisé Ce numéro est défini par l'expéditeur; il doit correspondre au numéro de contrôle du document informatisé dans le ST.

ANNEXE A, APPENDICE 5**EXIGENCES DE LA BANQUE DU CANADA EN MATIÈRE DE FORMATAGE
EN CE QUI A TRAIT AUX STPGV**

Code de la zone SWIFT	Nom de la zone SWIFT	Renseignements exigés par la Banque du Canada
20	Client Reference	Govt CRA
23B	Bank Operation Code	CRED
32A	Value date, Currency, Settlement Amount	
50A	Ordering Customer	BIC of Contractor
57A	Account with Institution	BOC BIC
59	Beneficiary Customer	RG Account No. With BoC Receiver General
72	Bank to Bank Information	/ACC/550:revenueaccount:date:amount; <i>répétable</i> or /BNF/550:revenueaccount:date:amount; <i>répétable</i> or /REC/550:revenueaccount:date:amount; <i>répétable</i>

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

410zgEN891-140419

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20140419

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE A, APPENDICE 6

**HISTORIQUE DES ACTIVITÉS DES SERVICES DE DÉPÔT DE L'AGENCE DU
REVENU DU CANADA**

Voir ci-joint

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

410zgEN891-140419

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20140419

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE A, APPENDICE 7

VALEURS HISTORIQUES DES RÈGLEMENTS

Voir ci-joint

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20140419

410zgEN891-140419

ANNEXE A, APPENDICE 8

VOLUMES ET VALEUR PRÉVUS POUR LE SERVICE DE DÉPÔT DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA DE 2014 À 2019

Voir la feuille de calcul ci-jointe

ANNEXE A, APPENDICE 9**CENTRES FISCAUX DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA****Centre de technologie d'Ottawa**

875, chemin Heron
Ottawa (Ontario)
K1A 1A2

Centre fiscal de Shawinigan

4695, 12^e Avenue
Shawinigan-Sud (Québec)
G9N 7S6

Centre fiscal de Summerside

275, chemin Pope
Summerside (Île-du-Prince-Édouard)
C1N 5Z7

Centre fiscal de Sudbury

1050, avenue Notre-Dame
Sudbury (Ontario)
P3A 5C1

Centre fiscal de St. John's

Chemin Freshwater et avenue Empire
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 3Z1

Centre fiscal de Winnipeg

66, chemin Stapon
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3M2

Centre fiscal de Jonquière

2251, boulevard René-Lévesque
Jonquière (Québec)
G7S 5J1

Centre fiscal de Surrey

9755, autoroute King George
Surrey (Colombie-Britannique)
V3T 5E1

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

Période du contrat

La période initiale du contrat sera de la date du contrat jusqu'au 31 juillet 2017, cependant, la date du commencement du service sera du 1er Août 2014 jusqu'au 31 juillet 2017. Le contrat comprendra une option irrévocable permettant d'en prolonger la durée d'au plus deux (2) périodes d'une (1) année chacune. selon les mêmes termes et conditions.

Durant la période du contrat, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour les travaux exécutés en vertu du contrat. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

1.0 Frais de dépôt de chèques de l'Agence du revenu du Canada (ARC)

Il s'agit du prix unitaire ferme par chèque.

	Année 1 1er août 2014 au 31 Juillet 2015	Année 2 1er août 2015 au 31 Juillet 2016	Année 3 1er août 2016 au 31 Juillet 2017	Année d'option 1 1er août 2017 au 31 Juillet 2018	Année d'option 2 1er août 2018 au 31 Juillet 2019
Frais applicables aux chèques	\$	\$	\$	\$	\$

2.0 Frais applicables aux images de chèques

Il s'agit du prix unitaire ferme par image de chèque demandée par l'ARC.

	Année 1 1er août 2014 au 31 Juillet 2015	Année 2 1er août 2015 au 31 Juillet 2016	Année 3 1er août 2016 au 31 Juillet 2017	Année d'option 1 1er août 2017 au 31 Juillet 2018	Année d'option 2 1er août 2018 au 31 Juillet 2019
Autres frais	\$	\$	\$	\$	\$

3.0 Frais mensuels de messagerie pour la collecte quotidienne de dépôts qui ne sont pas en espèces

Il s'agit des frais de messagerie mensuels fermes par emplacement pour la collecte quotidienne de dépôts qui ne sont pas en espèces. Dans l'éventualité où un emplacement de l'ARC fermait, la collecte des frais mensuels s'appliquant à cet emplacement doit cesser. L'ARC informera l'entrepreneur de son intention de mettre un terme aux collectes de dépôts qui ne sont pas en espèces au moins deux (2) semaines avant la fin de n'importe quelle période mensuelle donnée afin que les frais soient retirés pour la période mensuelle suivante et chaque période mensuelle par la suite.

	Année 1 1er août 2014 au 31 Juillet 2015	Année 2 1er août 2015 au 31 Juillet 2016	Année 3 1er août 2016 au 31 Juillet 2017	Année d'option 1 1er août 2017 au 31 Juillet 2018	Année d'option 2 1er août 2018 au 31 Juillet 2019
Centre de technologie d'Ottawa	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Summerside	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de St. John's	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Jonquière	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Shawinigan	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Sudbury	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Winnipeg	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Surrey	\$	\$	\$	\$	\$
Total	\$	\$	\$	\$	\$

4.0 Frais applicables aux dépôts en espèces nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé

Il s'agit des frais fermes par emplacement applicables aux dépôts en espèces nécessitant un transport spécial dans un véhicule blindé.

	Année 1 1er août 2014 au 31 Juillet 2015	Année 2 1er août 2015 au 31 Juillet 2016	Année 3 1er août 2016 au 31 Juillet 2017	Année d'option 1 1er août 2017 au 31 Juillet 2018	Année d'option 2 1er août 2018 au 31 Juillet 2019
Centre de technologie d'Ottawa	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Summerside	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de St. John's	\$	\$	\$	\$	\$

Centre fiscal de Jonquière	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Shawinigan	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Sudbury	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Winnipeg	\$	\$	\$	\$	\$
Centre fiscal de Surrey	\$	\$	\$	\$	\$
Total	\$	\$	\$	\$	\$

5.0 Intérêts flottants sur le compte de caisse

Des intérêts flottants doivent être versés à l'entrepreneur pour tout solde débiteur dans le compte de caisse pour la période s'échelonnant de la date de présentation du dépôt en espèces au moment où le crédit est imputé au compte de caisse. Le montant de ces intérêts flottants sera calculé selon le taux précisé dans le protocole d'entente négocié entre les institutions financières adhérentes et le gouvernement du Canada. Actuellement, ce taux correspond au taux d'escompte (fixé par la Banque du Canada) moins le quart d'un point de pourcentage (0,25 %); il est toutefois sujet à changement.

6.0 Coût total estimatif- Période du contrat (1er août 2014 au 31 juillet 2017): _____\$.

Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

7.0 Coût total estimatif- Option de prolongation 1 (1er août 2017 au 31 juillet 2018) :

_____\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

8.0 Coût total estimatif- Option de prolongation 2 (1er août 2018 au 31 juillet 2019) :

_____\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

20140419

410zgEN891-140419

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Voir ci-joint

ANNEXE D

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. Clause G1001C (2008-05-12), Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

2. Clause G2001C (2008-05-12), Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

f.Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

g.Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

h.Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

i.Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

j.Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

k.S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

l.Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m.Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

n.Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

3. Assurance tous risques contre le vol et les détournements

1.L'entrepreneur doit, de façon générale, souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance tous risques contre le vol et les détournements d'un montant indiqué ci-dessous:

a.Entente I : Détournements par le personnel (formulaire A), d'un montant qui ne doit pas être inférieur à la valeur totale en argent du contenu de l'envoi, les frais de reconstruction de chèque et les intérêts perdus,couvrant tous les employés de l'entrepreneur. Une telle assurance doit comprendre une «responsabilité» ou une «protection du client» au profit du Canada en matière de risques liés à cette entente.

b.Entente II/III : Perte d'argent et de titres dans les locaux ou à l'extérieur des locaux, d'un montant qui ne doit pas être inférieur à la valeur totale en argent du contenu de l'envoi, les frais de reconstruction de chèque et les intérêts perdus.

2.La police d'assurance tous risques contre le vol et les détournements doit comprendre les éléments suivants:

a.Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

b.Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.

4. Clause G2020C (2008-05-12), Assurance responsabilité civile automobile

1.L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2.La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

a.Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;

b.Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;

c.Garantie non-assurance des tiers;

d.Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN891-140419/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

410zgEN891-140419

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20140419

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES HISTORIQUES DE CHÈQUES DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA (ARC)

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
 STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
 EXERCICE 2010-2011

BUREAU D'IMPÔT	Avril-10	Mai-10	Juin-10	Juil-10	Août-10	Sept-10	Oct-10	Nov-10	Déc-10	Janv-11	Févr-11	Mars-11
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	664,638	647,258	787,369	502,662	515,323	646,453	430,217	497,010	640,001	453,609	420,321	647,146
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	51,824	58,365	24,228	22,987	23,367	19,288	19,514	19,989	14,322	16,663	18,708	22,244
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	44,961	54,166	15,182	15,752	16,435	10,896	13,214	15,908	10,975	13,492	14,351	19,687
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	65,005	56,764	8,528	7,013	4,976	5,685	4,808	4,840	4,559	3,845	3,545	18,173
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	109,667	136,293	26,001	24,722	18,428	17,877	17,639	20,045	20,526	19,860	19,328	39,807
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	154,864	188,776	56,246	52,587	47,636	35,443	40,396	49,170	37,344	42,099	54,412	65,011
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	124,947	148,323	38,870	40,028	34,151	24,622	30,258	34,998	24,987	36,962	36,735	52,069
CENTRE FISCAL DE SURREY	142,891	141,138	57,316	53,010	49,163	41,290	43,214	51,741	44,373	51,470	51,258	66,451
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	215,334	174,409	147,066	125,860	124,953	128,140	116,625	126,807	131,870	109,442	116,039	144,657
TOTAL	1,574,131	1,605,492	1,160,806	844,621	834,432	929,694	715,885	820,508	928,957	747,442	727,325	1,075,245

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
 STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
 EXERCICE 2011-2012

BUREAU D'IMPÔT	Avril-11	Mai-11	Juin-11	Juil-11	Août-11	Sept-11	Oct-11	Nov-11	Déc-11	Janv-12	Févr-12	Mars-12
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	519,267	744,709	501,621	456,517	499,610	613,884	414,691	427,266	562,229	440,743	411,284	562,340
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	34,209	64,604	10,630	19,557	19,962	12,250	16,233	16,753	12,442	16,306	19,000	19,777
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	33,715	58,826	11,013	14,998	15,442	10,348	12,977	12,999	9,324	13,228	13,225	17,915
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	44,565	81,062	5,297	9,467	6,054	5,897	5,410	5,830	5,640	5,531	5,550	18,255
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	81,624	169,388	21,694	22,875	21,801	18,070	21,759	18,667	17,530	19,236	16,253	37,707
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	116,974	222,306	43,533	53,601	51,379	36,064	41,460	46,501	36,465	49,346	51,061	61,687
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	97,924	166,661	19,756	36,568	33,416	22,985	30,512	32,403	23,551	36,635	33,580	45,810
CENTRE FISCAL DE SURREY	108,244	171,594	48,693	53,690	52,268	42,434	46,880	48,654	43,315	49,087	53,023	63,129
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	179,056	201,348	152,630	129,300	123,878	128,289	118,426	118,205	131,377	118,539	124,349	142,069
TOTAL	1,215,578	1,880,498	814,867	796,573	823,810	890,221	708,348	727,278	841,873	748,651	727,325	968,689

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
EXERCICE 2012-2013

BUREAU D'IMPÔT	Avril-12	Mai-12	Juin-12	Juil-12	Août-12	Sept-12	Oct-12	Nov-12	Déc-12	Janv-13	Févr-13	Mars-13
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	625,169	668,747	626,654	520,576	439,765	506,101	482,724	429,551	547,067	420,669	377,751	514,773
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	42,780	57,003	16,853	18,788	19,286	12,355	22,472	18,909	15,289	20,233	18,767	19,785
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	42,509	44,666	12,104	14,818	12,992	9,177	16,332	14,940	11,111	15,205	14,725	18,514
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	66,198	54,779	6,619	6,501	3,859	4,569	9,812	9,969	8,826	10,991	8,341	17,009
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	114,292	130,628	18,398	24,419	20,360	16,448	25,568	19,709	20,640	23,994	20,815	35,336
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	148,545	198,985	54,434	54,978	48,627	35,790	52,547	53,974	42,323	56,329	50,630	55,829
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	107,411	146,677	32,095	37,706	28,343	20,618	36,494	31,097	25,970	39,064	32,855	41,930
CENTRE FISCAL DE SURREY	132,648	146,749	53,192	54,613	48,525	38,403	51,036	45,851	40,475	50,747	47,102	53,973
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	217,143	180,483	144,816	131,180	106,299	117,541	73,481	66,973	60,726	54,771	63,808	59,322
TOTAL	1,496,695	1,628,717	965,165	863,579	728,056	761,002	770,466	690,973	772,427	692,003	634,794	816,471

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
EXERCICE 2013-2014

BUREAU D'IMPÔT	Avril-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	534,472	752,854	592,661	521,988	386,882
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	39,304	59,483	17,928	23,848	19,208
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	34,841	53,705	15,487	16,973	15,547
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	52,711	72,120	9,280	13,207	7,012
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	106,363	122,365	27,444	29,155	20,786
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	135,286	171,263	53,827	62,925	49,826
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	106,914	127,466	32,216	40,553	29,677
CENTRE FISCAL DE SURREY	125,198	130,181	48,767	52,113	46,138
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	89,909	204,823	68,413	61,236	57,462
TOTAL	1,224,998	1,694,260	866,023	821,998	632,538

STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR HISTORIQUE DES CHÈQUES DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA (ARCC)

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARCC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
EXERCICE 2010/2011

BUREAU D'IMPÔT	Avril-10	Mai-10	Jun-10	Jul-10	Août-10	Sept-10	Oct-10	Nov-10	Déc-10	Janv-11	Févr-11	Mars-11
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	2,036,070,435 \$	1,855,652,211 \$	2,117,151,967 \$	1,460,896,886 \$	1,411,782,319 \$	2,069,528,441 \$	1,227,268,319 \$	1,380,347,888 \$	2,155,626,069 \$	1,422,297,822 \$	1,329,551,177 \$	2,238,889,455 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	255,892,775 \$	290,602,313 \$	183,002,578 \$	179,641,454 \$	206,460,825 \$	267,951,466 \$	256,204,767 \$	324,111,598 \$	266,734,382 \$	233,091,625 \$	256,044,604 \$	272,389,553 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	154,707,372 \$	196,763,765 \$	87,616,337 \$	87,042,148 \$	92,208,646 \$	64,935,649 \$	70,166,641 \$	84,285,780 \$	63,992,687 \$	73,362,023 \$	64,886,952 \$	79,403,857 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	102,329,573 \$	127,054,206 \$	32,282,198 \$	34,288,892 \$	17,028,400 \$	16,838,920 \$	18,155,625 \$	16,567,982 \$	27,035,308 \$	13,941,987 \$	12,876,481 \$	38,132,494 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	264,564,263 \$	430,547,177 \$	108,466,346 \$	133,828,994 \$	62,608,804 \$	63,288,087 \$	93,014,136 \$	79,295,381 \$	84,387,167 \$	65,249,116 \$	119,406,645 \$	162,000,094 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	649,834,286 \$	1,020,450,183 \$	305,575,305 \$	289,603,738 \$	284,808,471 \$	245,570,793 \$	276,844,929 \$	322,278,324 \$	275,950,631 \$	285,004,549 \$	302,660,356 \$	350,852,655 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	459,112,617 \$	640,645,714 \$	191,578,261 \$	194,625,088 \$	145,772,141 \$	139,855,322 \$	139,400,654 \$	153,642,288 \$	155,720,645 \$	157,639,417 \$	155,137,122 \$	220,371,667 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	508,075,864 \$	606,952,433 \$	262,096,945 \$	239,466,725 \$	219,926,756 \$	251,820,089 \$	209,658,397 \$	269,502,065 \$	260,031,005 \$	274,771,408 \$	268,987,526 \$	393,501,464 \$
TOUTS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	1,993,587,375 \$	1,539,319,238 \$	1,203,327,973 \$	1,234,868,437 \$	1,246,294,134 \$	1,157,810,425 \$	1,062,059,390 \$	1,112,415,802 \$	1,478,896,716 \$	1,080,435,056 \$	1,192,095,942 \$	1,538,843,182 \$
TOTAL	6,424,174,560 \$	6,707,987,240 \$	4,491,497,910 \$	3,854,262,162 \$	3,686,890,496 \$	4,278,599,192 \$	3,353,070,858 \$	3,742,447,108 \$	4,768,374,610 \$	3,607,793,003 \$	3,701,648,805 \$	5,224,384,421 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARCC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
EXERCICE 2011/2012

BUREAU D'IMPÔT	Avril-11	Mai-11	Jun-11	Jul-11	Août-11	Sept-11	Oct-11	Nov-11	Déc-11	Janv-12	Févr-12	Mars-12
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	1,561,635,146 \$	2,378,661,175 \$	1,511,648,852 \$	1,360,539,346 \$	1,454,715,759 \$	2,018,045,059 \$	1,232,889,395 \$	1,219,152,537 \$	1,961,442,044 \$	1,427,946,043 \$	1,352,226,622 \$	2,016,492,766 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	295,470,599 \$	454,977,428 \$	184,785,902 \$	257,657,564 \$	271,275,779 \$	208,851,150 \$	262,257,077 \$	271,389,594 \$	258,637,418 \$	240,625,766 \$	240,423,572 \$	239,260,345 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	109,745,477 \$	206,139,061 \$	62,618,721 \$	78,838,578 \$	93,010,996 \$	64,491,075 \$	77,041,895 \$	73,462,753 \$	58,569,744 \$	74,022,734 \$	73,429,945 \$	74,022,724 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	65,047,692 \$	159,463,654 \$	27,332,926 \$	41,436,403 \$	22,258,941 \$	18,766,621 \$	16,860,171 \$	23,456,800 \$	25,077,886 \$	14,326,431 \$	19,051,950 \$	36,227,295 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	198,849,222 \$	538,699,005 \$	79,141,094 \$	99,287,172 \$	99,150,319 \$	64,480,175 \$	75,032,904 \$	82,277,364 \$	79,771,974 \$	69,923,929 \$	80,847,387 \$	106,270,653 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	516,460,043 \$	1,264,649,312 \$	256,935,365 \$	349,106,180 \$	371,985,651 \$	235,074,294 \$	260,472,853 \$	275,374,451 \$	251,413,212 \$	323,160,778 \$	288,404,795 \$	312,444,037 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	332,610,028 \$	777,786,904 \$	105,256,698 \$	163,883,617 \$	155,340,620 \$	118,348,731 \$	139,856,853 \$	165,272,873 \$	170,110,266 \$	164,625,154 \$	158,553,822 \$	206,360,262 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	449,648,051 \$	849,460,203 \$	282,719,801 \$	304,960,385 \$	283,006,395 \$	250,338,301 \$	267,280,568 \$	313,528,679 \$	266,001,166 \$	262,561,400 \$	311,329,784 \$	300,763,367 \$
TOUTS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	1,622,363,976 \$	2,054,702,223 \$	1,653,021,709 \$	1,228,812,988 \$	1,129,291,235 \$	1,242,001,122 \$	1,197,099,396 \$	1,211,716,499 \$	1,287,746,963 \$	1,148,354,653 \$	1,498,400,346 \$	1,551,939,418 \$
TOTAL	5,151,830,234 \$	8,684,538,965 \$	4,163,462,068 \$	3,884,524,233 \$	3,880,035,695 \$	4,220,396,528 \$	3,528,791,112 \$	3,635,631,550 \$	4,358,770,673 \$	3,725,546,888 \$	4,022,668,223 \$	4,843,781,067 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
EXERCICE 2012/2013

BUREAU D'IMPÔT	Avril-12	Mai-12	Juin-12	Juillet-12	Août-12	Sept-12	Oct-12	Nov-12	Déc-12	Janv-13	Févr-13	Mars-13
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	1,994,933,949 \$	2,073,522,680 \$	1,849,667,163 \$	1,703,816,634 \$	1,367,370,392 \$	1,850,214,166 \$	1,499,210,442 \$	1,273,164,555 \$	2,126,331,328 \$	1,668,365,739 \$	1,481,872,497 \$	2,022,834,182 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	319,900,924 \$	387,420,390 \$	205,874,206 \$	234,612,588 \$	270,767,927 \$	147,975,267 \$	286,764,293 \$	222,650,282 \$	200,746,226 \$	237,814,799 \$	194,231,573 \$	198,615,929 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	139,993,060 \$	167,096,416 \$	72,625,052 \$	94,450,426 \$	78,943,208 \$	63,300,940 \$	91,242,154 \$	89,229,782 \$	77,729,552 \$	78,961,740 \$	82,791,173 \$	86,011,767 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	104,015,136 \$	123,586,635 \$	24,774,169 \$	31,785,531 \$	21,082,850 \$	21,679,063 \$	29,286,480 \$	34,193,639 \$	51,888,960 \$	25,923,193 \$	28,395,729 \$	41,187,539 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	258,397,456 \$	433,988,359 \$	84,021,295 \$	114,334,322 \$	64,430,074 \$	63,473,828 \$	104,611,318 \$	66,680,508 \$	94,548,007 \$	92,008,359 \$	77,937,905 \$	121,515,304 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	702,162,075 \$	1,054,726,486 \$	343,813,855 \$	357,883,380 \$	288,499,934 \$	190,694,088 \$	426,581,796 \$	381,456,897 \$	327,431,492 \$	361,944,701 \$	350,727,868 \$	378,881,210 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	425,510,997 \$	679,563,550 \$	173,719,974 \$	204,126,725 \$	142,316,668 \$	116,804,658 \$	170,699,886 \$	160,377,678 \$	170,666,225 \$	179,475,527 \$	180,976,497 \$	202,436,970 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	605,512,459 \$	797,575,066 \$	284,416,848 \$	319,094,312 \$	277,032,014 \$	235,966,637 \$	276,534,472 \$	256,483,105 \$	240,512,972 \$	303,018,600 \$	254,614,468 \$	293,319,143 \$
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	2,110,391,718 \$	1,940,947,439 \$	1,425,103,194 \$	1,454,137,661 \$	1,224,293,489 \$	1,068,213,844 \$	756,371,684 \$	710,813,700 \$	607,059,840 \$	637,927,250 \$	680,922,696 \$	575,106,512 \$
TOTAL	6,660,517,773 \$	7,658,429,019 \$	4,464,015,757 \$	4,514,241,579 \$	3,734,736,555 \$	3,758,322,492 \$	3,641,302,525 \$	3,195,050,443 \$	3,896,914,602 \$	3,585,439,908 \$	3,332,470,406 \$	3,919,908,557 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
EXERCICE 2013/2014

BUREAU D'IMPÔT	Avril-13	Mai-13	Juin-13	Juillet-13	Août-13
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	2,002,285,970 \$	2,765,713,694 \$	1,961,055,540 \$	1,928,143,690 \$	1,290,642,363 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	332,229,065 \$	364,252,241 \$	179,004,054 \$	259,015,949 \$	229,475,680 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	121,747,192 \$	210,101,978 \$	88,183,238 \$	102,655,014 \$	87,607,980 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	102,428,280 \$	234,889,626 \$	37,638,864 \$	48,510,214 \$	27,627,288 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	265,933,308 \$	428,675,482 \$	119,248,797 \$	152,169,142 \$	73,760,080 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	644,858,980 \$	894,233,246 \$	334,253,981 \$	403,942,921 \$	275,793,950 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	406,172,685 \$	588,230,753 \$	170,081,287 \$	212,127,752 \$	146,338,121 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	553,700,825 \$	646,775,981 \$	239,574,078 \$	241,372,162 \$	188,166,802 \$
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	684,967,250 \$	1,309,876,813 \$	726,175,605 \$	766,333,057 \$	582,521,396 \$
TOTAL	5,114,323,555 \$	7,442,756,814 \$	3,855,215,443 \$	4,114,269,901 \$	2,901,933,659 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
EXERCICE 2010/2011

BUREAU D'IMPÔT	Avril-10	Mai-10	Juin-10	Juil-10	Août-10	Sept-10	Oct-10	Nov-10	Déc-10	Janv-11	Févr-11	Mars-11
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	79,059 \$	60,495 \$	57,039 \$	36,052 \$	50,562 \$	39,346 \$	34,952 \$	54,959 \$	43,859 \$	45,462 \$	39,848 \$	52,314 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	262 \$	208 \$	2 \$	0 \$	11 \$	0 \$	32 \$	726 \$	155 \$	17 \$	0 \$	32 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	308 \$	4,346 \$	165 \$	158 \$	105 \$	0 \$	0 \$	90 \$	289 \$	0 \$	102 \$	102 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	1,912 \$	634 \$	1,073 \$	198 \$	1,857 \$	387 \$	492 \$	108 \$	4,020 \$	510 \$	0 \$	2,384 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	324 \$	87 \$	115 \$	0 \$	3 \$	123 \$	561 \$	0 \$	100 \$	326 \$	23 \$	172 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	46,236 \$	45,699 \$	25,006 \$	24,295 \$	33,710 \$	31,884 \$	17,304 \$	44,396 \$	37,005 \$	28,803 \$	15,333 \$	34,840 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	1,355 \$	3,418 \$	164 \$	42 \$	157 \$	246 \$	1,026 \$	300 \$	82 \$	350 \$	1,110 \$	140 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	286,310 \$	228,317 \$	271,234 \$	195,559 \$	171,832 \$	187,909 \$	174,987 \$	161,275 \$	153,914 \$	168,870 \$	185,288 \$	171,361 \$
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	2,938,971 \$	2,277,349 \$	2,302,508 \$	1,895,866 \$	1,744,100 \$	1,779,554 \$	1,759,312 \$	1,751,769 \$	1,669,437 \$	1,516,299 \$	1,741,139 \$	2,179,528 \$
TOTAL	3,354,737 \$	2,620,553 \$	2,657,306 \$	2,152,170 \$	2,002,337 \$	2,039,449 \$	1,988,666 \$	2,013,623 \$	1,908,861 \$	1,760,637 \$	1,982,843 \$	2,440,873 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
EXERCICE 2011/2012

BUREAU D'IMPÔT	Avril-11	Mai-11	Juin-11	Juil-11	Août-11	Sept-11	Oct-11	Nov-11	Déc-11	Janv-12	Févr-12	Mars-12
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	62,001 \$	88,843 \$	53,099 \$	47,676 \$	40,073 \$	24,094 \$	22,409 \$	16,499 \$	6,165 \$	7,988 \$	4,102 \$	10,347 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	1,531 \$	443 \$	2 \$	0 \$	1,000 \$	17 \$	0 \$	2 \$	30 \$	0 \$	11 \$	13 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	83 \$	157 \$	504 \$	20 \$	31 \$	310 \$	0 \$	7 \$	40 \$	167 \$	7 \$	43 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	3,289 \$	645 \$	1,926 \$	890 \$	95 \$	6,292 \$	1,038 \$	180 \$	490 \$	70 \$	40 \$	1,303 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	113 \$	720 \$	1,487 \$	45 \$	5 \$	0 \$	86 \$	0 \$	22 \$	305 \$	0 \$	53 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	53,370 \$	51,577 \$	30,401 \$	24,998 \$	29,157 \$	28,151 \$	29,098 \$	27,122 \$	25,074 \$	27,452 \$	29,428 \$	38,819 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	985 \$	832 \$	98 \$	96 \$	440 \$	611 \$	62 \$	205 \$	940 \$	1,317 \$	1,130 \$	1,786 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	249,929 \$	290,631 \$	199,366 \$	216,405 \$	162,385 \$	181,752 \$	135,911 \$	211,599 \$	155,214 \$	154,043 \$	207,397 \$	197,823 \$
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	2,666,314 \$	2,949,374 \$	2,423,680 \$	2,047,287 \$	2,033,645 \$	1,858,344 \$	1,759,847 \$	1,851,540 \$	1,633,980 \$	2,196,539 \$	1,951,758 \$	2,290,335 \$
TOTAL	3,037,615 \$	3,383,222 \$	2,710,563 \$	2,337,417 \$	2,266,831 \$	2,099,571 \$	1,948,451 \$	2,107,154 \$	1,821,955 \$	2,387,881 \$	2,193,873 \$	2,540,521 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
EXERCICE 2012/2013

BUREAU D'IMPÔT	Avril-12	Mai-12	Juin-12	Juil-12	Août-12	Sept-12	Oct-12	Nov-12	Déc-12	Janv-13	Févr-13	Mars-13
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	22,415 \$	58,806 \$	38,199 \$	19,587 \$	19,526 \$	14,653 \$	11,034 \$	18,385 \$	18,009 \$	24,647 \$	12,271 \$	21,456 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	60 \$	200 \$	0 \$	9 \$	0 \$	25 \$	569 \$	24 \$	14 \$	935 \$	0 \$	15 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	16 \$	145 \$	62 \$	105 \$	60 \$	60 \$	70 \$	285 \$	36 \$	1,021 \$	1,427 \$	45 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	2,198 \$	1,877 \$	1,500 \$	390 \$	1,246 \$	0 \$	145 \$	43 \$	10 \$	0 \$	10 \$	49 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	226 \$	714 \$	205 \$	118 \$	117 \$	101 \$	32,000 \$	21,064 \$	23,625 \$	10,309 \$	19,510 \$	20,452 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	37,207 \$	43,956 \$	48,018 \$	38,417 \$	37,081 \$	25,305 \$	1,873 \$	1,843 \$	1,767 \$	455 \$	532 \$	223 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	3,146 \$	10,647 \$	2,424 \$	1,535 \$	1,009 \$	1,720 \$	31,629 \$	1,843 \$	1,767 \$	455 \$	532 \$	223 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	382,678 \$	314,779 \$	266,344 \$	269,116 \$	214,171 \$	216,718 \$	77,542 \$	1,843 \$	1,767 \$	455 \$	532 \$	0 \$
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	3,151,792 \$	3,310,958 \$	2,818,797 \$	2,200,269 \$	2,175,664 \$	2,116,656 \$	1,260,501 \$	1,081,328 \$	1,050,876 \$	1,209,355 \$	1,193,413 \$	1,345,764 \$
TOTAL	3,599,736 \$	3,742,082 \$	3,175,547 \$	2,529,546 \$	2,448,873 \$	2,375,238 \$	1,415,362 \$	1,122,973 \$	1,094,336 \$	1,246,723 \$	1,227,164 \$	1,388,286 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
EXERCICE 2013/2014

BUREAU D'IMPÔT	Avril-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	84,781 \$	63,360 \$	48,583 \$	47,390 \$	38,861 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	48 \$	212 \$	485 \$	1,307 \$	1,523 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	2,484 \$	205 \$	2,626 \$	1,168 \$	135 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	602 \$	500 \$	0 \$	0 \$	0 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	310 \$	110 \$	0 \$	20 \$	20 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	48,458 \$	60,789 \$	31,840 \$	32,187 \$	24,433 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	3,675 \$	1,692 \$	610 \$	840 \$	161 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
TOUS LES BUREAUX DES SERVICES FISCAUX	2,262,235 \$	1,948,816 \$	1,336,780 \$	1,536,763 \$	1,123,693 \$
TOTAL	2,402,594 \$	2,075,684 \$	1,420,924 \$	1,619,675 \$	1,188,806 \$

STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME HISTORIQUE D'IMAGES DE CHÈQUES DE L'ARC

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
 STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME D'IMAGES DE CHÈQUES
 EXERCICE 2011-2012

	Avril-11	Mai-11	Juin-11	Juillet-11	Août-11	Sept-11	Oct-11	Nov-11	Déc-11	Janv-12	Févr-12	Mars-12
IMAGES DE CHÈQUES	51	45	108	84	76	69	83	72	36	31	58	45

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
 STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME D'IMAGES DE CHÈQUES
 EXERCICE 2012-2013

	Avril-12	Mai-12	Juin-12	Juillet-12	Août-12	Sept-12	Oct-12	Nov-12	Déc-12	Janv-13	Févr-13	Mars-13
IMAGES DE CHÈQUES	22	73	79	42	47	45	40	32	21	12	11	32

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
 STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME D'IMAGES DE CHÈQUES
 EXERCICE 2013-2014

	Avril-13	Mai-13	Juin-13	Juillet-13	Août-13
IMAGES DE CHÈQUES	19	45	55	22	58

ANNEXE A, APPENDICE 7

VALEURS HISTORIQUES DES RÈGLEMENTS

A – Valeurs historiques quotidiennes des règlements (du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011)

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
01/04/2010	\$722,751,640
05/04/2010	-\$1,349,997
06/04/2010	\$222,735,713
07/04/2010	\$218,277,387
08/04/2010	\$156,256,017
09/04/2010	\$143,985,287
12/04/2010	\$237,960,960
13/04/2010	\$191,961,853
14/04/2010	\$116,741,359
15/04/2010	\$303,592,765
16/04/2010	\$320,611,585
19/04/2010	\$169,932,073
20/04/2010	\$203,664,757
21/04/2010	\$180,852,008
22/04/2010	\$179,985,857
23/04/2010	\$202,156,377
26/04/2010	\$267,110,083
27/04/2010	\$289,822,342
28/04/2010	\$356,800,870
29/04/2010	\$496,498,144
30/04/2010	\$1,390,368,011
03/05/2010	\$1,519,541,638
04/05/2010	\$648,804,288
05/05/2010	\$530,859,969
06/05/2010	\$485,492,589
07/05/2010	\$415,812,586
10/05/2010	\$379,886,968
11/05/2010	\$279,307,760
12/05/2010	\$244,815,888
13/05/2010	\$162,797,719
14/05/2010	\$185,113,072
17/05/2010	\$332,953,554
18/05/2010	\$175,394,292
19/05/2010	\$111,082,672
20/05/2010	\$104,297,067
21/05/2010	\$86,293,942
25/05/2010	\$150,434,346
26/05/2010	\$118,665,288
27/05/2010	\$131,028,889
28/05/2010	\$152,989,536
31/05/2010	\$418,833,804

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
01/06/2010	\$400,148,166
02/06/2010	\$121,730,283
03/06/2010	\$113,761,027
04/06/2010	\$102,358,392
07/06/2010	\$123,817,649
08/06/2010	\$141,837,590
09/06/2010	\$85,648,131
10/06/2010	\$144,221,302
11/06/2010	\$136,446,333
14/06/2010	\$149,383,780
15/06/2010	\$739,252,085
16/06/2010	\$353,658,840
17/06/2010	\$163,573,815
18/06/2010	\$169,502,987
21/06/2010	\$156,795,038
22/06/2010	\$153,338,775
23/06/2010	\$104,764,382
24/06/2010	\$126,290,229
25/06/2010	\$156,599,427
28/06/2010	\$196,246,624
29/06/2010	\$149,176,467
30/06/2010	\$450,382,937
02/07/2010	\$619,271,799
05/07/2010	\$179,391,480
06/07/2010	\$241,639,424
07/07/2010	\$146,190,368
08/07/2010	\$130,158,699
09/07/2010	\$120,763,932
12/07/2010	\$190,564,446
13/07/2010	\$115,994,117
14/07/2010	\$111,702,618
15/07/2010	\$343,334,842
16/07/2010	\$197,385,887
19/07/2010	\$119,756,022
20/07/2010	\$113,662,160
21/07/2010	\$86,259,442
22/07/2010	\$104,273,528
23/07/2010	\$119,628,637
26/07/2010	\$160,391,847
27/07/2010	\$119,494,474
28/07/2010	\$163,887,118

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
29/07/2010	\$151,880,941
30/07/2010	\$268,414,115
02/08/2010	\$27,570,154
03/08/2010	\$538,044,936
04/08/2010	\$261,115,002
05/08/2010	\$309,127,142
06/08/2010	\$110,040,850
09/08/2010	\$119,281,681
10/08/2010	\$110,336,365
11/08/2010	\$104,900,603
12/08/2010	\$77,957,511
13/08/2010	\$139,677,225
16/08/2010	\$307,561,400
17/08/2010	\$185,033,237
18/08/2010	\$79,349,139
19/08/2010	\$74,816,574
20/08/2010	\$94,373,918
23/08/2010	\$110,109,017
24/08/2010	\$94,261,709
25/08/2010	\$102,093,186
26/08/2010	\$137,315,124
27/08/2010	\$109,246,498
30/08/2010	\$201,650,566
31/08/2010	\$354,794,061
01/09/2010	\$418,472,492
02/09/2010	\$119,283,207
03/09/2010	\$130,528,062
07/09/2010	\$104,402,824
08/09/2010	\$110,429,785
09/09/2010	\$110,617,833
10/09/2010	\$168,062,665
13/09/2010	\$167,599,011
14/09/2010	\$165,496,374
15/09/2010	\$749,634,066
16/09/2010	\$355,387,215
17/09/2010	\$165,284,918
20/09/2010	\$163,084,776
21/09/2010	\$97,509,566
22/09/2010	\$99,386,576
23/09/2010	\$104,933,813
24/09/2010	\$126,485,729
27/09/2010	\$144,488,778
28/09/2010	\$109,710,739
29/09/2010	\$227,353,404
30/09/2010	\$407,109,881
01/10/2010	\$427,318,967

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
04/10/2010	\$137,634,688
05/10/2010	\$125,583,366
06/10/2010	\$86,322,111
07/10/2010	\$94,191,505
08/10/2010	\$93,454,090
12/10/2010	\$128,092,001
13/10/2010	\$179,413,432
14/10/2010	\$97,951,816
15/10/2010	\$356,271,899
18/10/2010	\$248,993,293
19/10/2010	\$120,349,341
20/10/2010	\$94,195,843
21/10/2010	\$133,083,373
22/10/2010	\$101,585,123
25/10/2010	\$136,764,169
26/10/2010	\$122,177,137
27/10/2010	\$175,620,900
28/10/2010	\$178,634,623
29/10/2010	\$278,541,600
01/11/2010	\$548,776,321
02/11/2010	\$346,090,853
03/11/2010	\$132,377,690
04/11/2010	\$133,867,461
05/11/2010	\$106,437,577
08/11/2010	\$112,042,495
09/11/2010	\$106,303,253
10/11/2010	\$99,397,373
12/11/2010	\$94,392,686
15/11/2010	\$293,736,518
16/11/2010	\$308,076,605
17/11/2010	\$119,128,752
18/11/2010	\$98,722,444
19/11/2010	\$84,907,868
22/11/2010	\$123,623,561
23/11/2010	\$94,042,973
24/11/2010	\$112,856,515
25/11/2010	\$149,326,195
26/11/2010	\$143,796,316
29/11/2010	\$162,595,743
30/11/2010	\$332,907,467
01/12/2010	\$462,558,441
02/12/2010	\$120,283,481
03/12/2010	\$126,568,279
06/12/2010	\$143,778,673
07/12/2010	\$111,946,973
08/12/2010	\$71,699,151

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
09/12/2010	\$103,635,308
10/12/2010	\$152,860,570
13/12/2010	\$157,344,559
14/12/2010	\$160,738,030
15/12/2010	\$750,070,099
16/12/2010	\$334,854,694
17/12/2010	\$182,407,496
20/12/2010	\$202,027,550
21/12/2010	\$205,829,667
22/12/2010	\$154,985,191
23/12/2010	\$203,014,728
24/12/2010	\$171,538,948
29/12/2010	\$266,093,968
30/12/2010	\$236,706,850
31/12/2010	\$393,940,003
04/01/2011	\$303,384,794
05/01/2011	\$140,350,535
06/01/2011	\$93,213,528
07/01/2011	\$149,727,030
10/01/2011	\$189,688,714
11/01/2011	\$154,598,764
12/01/2011	\$120,523,314
13/01/2011	\$108,766,716
14/01/2011	\$186,744,499
17/01/2011	\$353,787,750
18/01/2011	\$264,203,344
19/01/2011	\$97,011,487
20/01/2011	\$130,389,469
21/01/2011	\$83,528,328
24/01/2011	\$119,924,672
25/01/2011	\$122,498,480
26/01/2011	\$122,942,596
27/01/2011	\$125,759,921
28/01/2011	\$170,101,530
31/01/2011	\$531,727,955
01/02/2011	\$468,745,911
02/02/2011	\$200,125,235
03/02/2011	\$106,036,549
04/02/2011	\$122,591,695
07/02/2011	\$124,338,415
08/02/2011	\$137,445,610
09/02/2011	\$101,564,231
10/02/2011	\$91,101,629
11/02/2011	\$105,798,544
14/02/2011	\$120,847,225
15/02/2011	\$277,288,647

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
16/02/2011	\$207,342,593
17/02/2011	\$91,409,828
18/02/2011	\$89,272,619
21/02/2011	\$122,005,983
22/02/2011	\$117,677,478
23/02/2011	\$119,395,114
24/02/2011	\$197,227,488
25/02/2011	\$245,550,703
28/02/2011	\$577,170,641
01/03/2011	\$805,434,655
02/03/2011	\$180,072,680
03/03/2011	\$218,388,621
04/03/2011	\$167,595,227
07/03/2011	\$133,582,095
08/03/2011	\$135,778,946
09/03/2011	\$107,325,817
10/03/2011	\$120,939,050
11/03/2011	\$123,002,494
14/03/2011	\$178,690,719
15/03/2011	\$591,956,416
16/03/2011	\$366,099,657
17/03/2011	\$113,959,547
18/03/2011	\$144,769,900
21/03/2011	\$149,713,214
22/03/2011	\$171,599,338
23/03/2011	\$116,662,136
24/03/2011	\$94,536,021
25/03/2011	\$116,698,531
28/03/2011	\$256,785,337
29/03/2011	\$186,275,398
30/03/2011	\$215,533,995
31/03/2011	\$480,120,136

B – Valeurs historiques quotidiennes des règlements (du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012)

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
01/04/2011	\$577,403,100
04/04/2011	\$241,237,652
05/04/2011	\$200,147,461
06/04/2011	\$171,421,234
07/04/2011	\$152,597,271
08/04/2011	\$133,088,505
11/04/2011	\$175,393,414
12/04/2011	\$157,480,716
13/04/2011	\$133,360,471
14/04/2011	\$125,826,296
15/04/2011	\$384,372,576
18/04/2011	\$283,536,300
19/04/2011	\$189,220,072
20/04/2011	\$195,751,669
21/04/2011	\$185,631,047
25/04/2011	-\$1,607,723
26/04/2011	\$278,040,266
27/04/2011	\$434,672,502
28/04/2011	\$369,125,049
29/04/2011	\$725,491,344
02/05/2011	\$1,592,243,895
03/05/2011	\$1,194,894,399
04/05/2011	\$648,843,372
05/05/2011	\$565,372,137
06/05/2011	\$487,984,497
09/05/2011	\$571,273,932
10/05/2011	\$420,811,889
11/05/2011	\$294,970,702
12/05/2011	\$270,645,700
13/05/2011	\$267,389,949
16/05/2011	\$418,370,858
17/05/2011	\$253,926,809
18/05/2011	\$119,706,770
19/05/2011	\$118,062,171
20/05/2011	\$127,154,420
24/05/2011	\$128,456,819
25/05/2011	\$156,258,996
26/05/2011	\$138,310,118
27/05/2011	\$155,638,688
30/05/2011	\$236,494,451
31/05/2011	\$406,833,073
01/06/2011	\$519,425,466
02/06/2011	\$159,200,122
03/06/2011	\$124,496,107

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
06/06/2011	\$143,762,373
07/06/2011	\$93,385,789
08/06/2011	\$110,383,599
09/06/2011	\$73,791,518
10/06/2011	\$123,456,310
13/06/2011	\$168,091,914
14/06/2011	\$107,844,799
15/06/2011	\$577,329,572
16/06/2011	\$286,875,594
17/06/2011	\$101,231,515
20/06/2011	\$95,614,152
21/06/2011	\$101,105,173
22/06/2011	\$97,559,463
23/06/2011	\$94,563,199
24/06/2011	\$104,669,581
27/06/2011	\$164,240,500
28/06/2011	\$148,506,011
29/06/2011	\$217,624,124
30/06/2011	\$492,657,947
04/07/2011	\$505,940,652
05/07/2011	\$201,381,827
06/07/2011	\$137,910,361
07/07/2011	\$167,028,666
08/07/2011	\$99,154,783
11/07/2011	\$238,288,048
12/07/2011	\$207,054,515
13/07/2011	\$139,916,525
14/07/2011	\$119,520,093
15/07/2011	\$290,667,832
18/07/2011	\$245,563,903
19/07/2011	\$156,681,933
20/07/2011	\$123,669,024
21/07/2011	\$110,195,065
22/07/2011	\$133,976,348
25/07/2011	\$154,935,727
26/07/2011	\$149,319,185
27/07/2011	\$147,260,195
28/07/2011	\$159,229,333
29/07/2011	\$340,861,137
01/08/2011	\$27,554,617
02/08/2011	\$549,093,043
03/08/2011	\$322,284,151
04/08/2011	\$126,251,238
05/08/2011	\$124,968,632

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
08/08/2011	\$114,946,585
09/08/2011	\$157,312,877
10/08/2011	\$106,976,397
11/08/2011	\$112,664,115
12/08/2011	\$132,354,541
15/08/2011	\$279,758,566
16/08/2011	\$210,730,407
17/08/2011	\$99,339,327
18/08/2011	\$96,912,262
19/08/2011	\$98,556,232
22/08/2011	\$137,529,137
23/08/2011	\$88,269,998
24/08/2011	\$89,014,786
25/08/2011	\$126,829,422
26/08/2011	\$116,820,571
29/08/2011	\$146,171,747
30/08/2011	\$180,211,317
31/08/2011	\$365,802,968
01/09/2011	\$378,772,871
02/09/2011	\$118,832,618
06/09/2011	\$142,832,680
07/09/2011	\$132,748,327
08/09/2011	\$84,015,503
09/09/2011	\$117,512,441
12/09/2011	\$160,696,701
13/09/2011	\$127,615,536
14/09/2011	\$154,843,532
15/09/2011	\$776,750,747
16/09/2011	\$317,945,615
19/09/2011	\$185,659,612
20/09/2011	\$136,168,470
21/09/2011	\$106,217,606
22/09/2011	\$105,960,558
23/09/2011	\$112,846,672
26/09/2011	\$185,842,938
27/09/2011	\$136,603,332
28/09/2011	\$157,307,444
29/09/2011	\$135,841,611
30/09/2011	\$396,075,209
03/10/2011	\$454,861,324
04/10/2011	\$124,979,309
05/10/2011	\$98,795,090
06/10/2011	\$109,809,834
07/10/2011	\$87,348,053
11/10/2011	\$135,186,923
12/10/2011	\$189,475,687

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
13/10/2011	\$76,880,882
14/10/2011	\$120,670,766
17/10/2011	\$335,179,591
18/10/2011	\$209,113,722
19/10/2011	\$113,239,583
20/10/2011	\$111,961,005
21/10/2011	\$94,122,322
24/10/2011	\$139,597,177
25/10/2011	\$135,478,476
26/10/2011	\$126,340,987
27/10/2011	\$153,492,336
28/10/2011	\$200,847,162
31/10/2011	\$472,462,070
01/11/2011	\$517,339,398
02/11/2011	\$168,525,260
03/11/2011	\$102,747,367
04/11/2011	\$124,983,300
07/11/2011	\$126,665,351
08/11/2011	\$121,124,506
09/11/2011	\$83,632,886
10/11/2011	\$120,292,511
14/11/2011	\$134,586,791
15/11/2011	\$391,835,017
16/11/2011	\$184,630,751
17/11/2011	\$66,816,373
18/11/2011	\$92,727,379
21/11/2011	\$142,424,133
22/11/2011	\$108,126,181
23/11/2011	\$108,863,049
24/11/2011	\$102,343,725
25/11/2011	\$147,212,065
28/11/2011	\$185,299,312
29/11/2011	\$139,564,362
30/11/2011	\$402,072,632
01/12/2011	\$406,332,791
02/12/2011	\$124,576,408
05/12/2011	\$145,238,465
06/12/2011	\$144,855,977
07/12/2011	\$93,177,809
08/12/2011	\$92,188,205
09/12/2011	\$99,676,800
12/12/2011	\$165,776,087
13/12/2011	\$153,643,464
14/12/2011	\$134,866,175
15/12/2011	\$757,606,872
16/12/2011	\$346,463,916

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
19/12/2011	\$197,133,660
20/12/2011	\$223,028,042
21/12/2011	\$151,665,990
22/12/2011	\$141,053,262
23/12/2011	\$210,607,887
28/12/2011	\$253,063,888
29/12/2011	\$212,711,486
30/12/2011	\$264,314,232
03/01/2012	\$401,033,295
04/01/2012	\$252,531,112
05/01/2012	\$107,213,157
06/01/2012	\$105,700,134
09/01/2012	\$135,861,288
10/01/2012	\$158,571,931
11/01/2012	\$94,760,200
12/01/2012	\$112,883,352
13/01/2012	\$149,887,217
16/01/2012	\$376,586,919
17/01/2012	\$247,813,407
18/01/2012	\$77,526,635
19/01/2012	\$99,546,570
20/01/2012	\$129,723,778
23/01/2012	\$112,548,795
24/01/2012	\$112,516,039
25/01/2012	\$112,254,884
26/01/2012	\$133,761,623
27/01/2012	\$154,754,431
30/01/2012	\$228,904,260
31/01/2012	\$379,865,447
01/02/2012	\$601,302,297
02/02/2012	\$160,012,987
03/02/2012	\$143,309,931
06/02/2012	\$161,558,625
07/02/2012	\$110,608,485
08/02/2012	\$88,053,519
09/02/2012	\$111,276,468
10/02/2012	\$123,550,719
13/02/2012	\$128,623,646
14/02/2012	\$119,831,576
15/02/2012	\$283,689,242
16/02/2012	\$219,436,497
17/02/2012	\$80,228,506
20/02/2012	\$107,107,533
21/02/2012	\$102,848,244
22/02/2012	\$115,116,577
23/02/2012	\$89,822,257

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
24/02/2012	\$147,069,214
27/02/2012	\$172,550,072
28/02/2012	\$316,368,713
29/02/2012	\$599,748,883
01/03/2012	\$749,265,594
02/03/2012	\$187,503,827
05/03/2012	\$162,030,219
06/03/2012	\$149,503,487
07/03/2012	\$139,178,350
08/03/2012	\$104,964,981
09/03/2012	\$118,409,664
12/03/2012	\$174,978,458
13/03/2012	\$121,259,597
14/03/2012	\$133,842,095
15/03/2012	\$615,907,992
16/03/2012	\$315,806,515
19/03/2012	\$177,924,174
20/03/2012	\$145,861,362
21/03/2012	\$172,844,606
22/03/2012	\$139,052,138
23/03/2012	\$119,044,021
26/03/2012	\$174,986,127
27/03/2012	\$128,313,882
28/03/2012	\$149,453,706
29/03/2012	\$257,540,219
30/03/2012	\$354,198,619

C – Valeurs historiques quotidiennes des règlements (du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013)

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
02/04/2012	\$648,322,653
03/04/2012	\$411,574,673
04/04/2012	\$196,680,436
05/04/2012	\$191,069,491
09/04/2012	-\$3,015,460
10/04/2012	\$202,652,448
11/04/2012	\$270,408,004
12/04/2012	\$172,583,531
13/04/2012	\$155,258,837
16/04/2012	\$408,433,670
17/04/2012	\$334,087,873
18/04/2012	\$168,070,209
19/04/2012	\$203,965,666
20/04/2012	\$219,458,270
23/04/2012	\$262,441,491
24/04/2012	\$246,548,143
25/04/2012	\$270,862,575
26/04/2012	\$344,899,856
27/04/2012	\$451,307,853
30/04/2012	\$1,460,143,865
01/05/2012	\$1,458,968,091
02/05/2012	\$673,821,102
03/05/2012	\$608,680,945
04/05/2012	\$519,196,591
07/05/2012	\$606,629,350
08/05/2012	\$413,403,342
09/05/2012	\$333,261,228
10/05/2012	\$280,072,106
11/05/2012	\$229,399,040
14/05/2012	\$179,967,215
15/05/2012	\$333,570,623
16/05/2012	\$311,391,173
17/05/2012	\$107,806,592
18/05/2012	\$123,684,610
22/05/2012	\$188,967,109
23/05/2012	\$140,786,960
24/05/2012	\$104,593,240
25/05/2012	\$133,007,152
28/05/2012	\$167,061,456
29/05/2012	\$167,344,236
30/05/2012	\$165,033,756
31/05/2012	\$327,080,763
01/06/2012	\$455,613,606
04/06/2012	\$164,431,153

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
05/06/2012	\$170,059,241
06/06/2012	\$111,389,090
07/06/2012	\$109,894,720
08/06/2012	\$123,700,127
11/06/2012	\$146,079,239
12/06/2012	\$226,402,211
13/06/2012	\$89,928,708
14/06/2012	\$167,721,786
15/06/2012	\$684,725,078
18/06/2012	\$324,398,913
19/06/2012	\$208,854,682
20/06/2012	\$146,754,291
21/06/2012	\$150,152,510
22/06/2012	\$233,843,132
25/06/2012	\$158,149,239
26/06/2012	\$104,412,628
27/06/2012	\$149,253,859
28/06/2012	\$160,808,965
29/06/2012	\$334,459,495
03/07/2012	\$658,331,177
04/07/2012	\$420,144,128
05/07/2012	\$148,802,435
06/07/2012	\$172,690,404
09/07/2012	\$136,989,312
10/07/2012	\$219,630,411
11/07/2012	\$128,233,899
12/07/2012	\$153,821,984
13/07/2012	\$153,480,382
16/07/2012	\$360,886,694
17/07/2012	\$243,692,214
18/07/2012	\$93,488,299
19/07/2012	\$138,073,245
20/07/2012	\$116,728,463
23/07/2012	\$159,032,576
24/07/2012	\$112,551,930
25/07/2012	\$115,573,357
26/07/2012	\$118,871,640
27/07/2012	\$186,204,650
30/07/2012	\$207,740,281
31/07/2012	\$422,418,368
01/08/2012	\$519,388,411
02/08/2012	\$153,446,281
03/08/2012	\$116,975,069
06/08/2012	\$4,396,791

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
07/08/2012	\$138,552,293
08/08/2012	\$150,083,511
09/08/2012	\$80,787,007
10/08/2012	\$119,832,396
13/08/2012	\$137,026,837
14/08/2012	\$116,686,988
15/08/2012	\$306,760,211
16/08/2012	\$188,833,414
17/08/2012	\$86,426,797
20/08/2012	\$131,129,520
21/08/2012	\$109,643,787
22/08/2012	\$96,706,531
23/08/2012	\$109,488,012
24/08/2012	\$106,125,548
27/08/2012	\$121,167,867
28/08/2012	\$137,740,075
29/08/2012	\$123,888,805
30/08/2012	\$232,649,697
31/08/2012	\$406,869,433
04/09/2012	\$356,993,223
05/09/2012	\$141,440,328
06/09/2012	\$89,539,943
07/09/2012	\$144,010,310
10/09/2012	\$119,804,615
11/09/2012	\$224,700,867
12/09/2012	\$111,523,988
13/09/2012	\$113,798,801
14/09/2012	\$212,544,329
17/09/2012	\$815,802,646
18/09/2012	\$257,832,545
19/09/2012	\$108,267,092
20/09/2012	\$120,767,721
21/09/2012	\$137,857,520
24/09/2012	\$109,561,103
25/09/2012	\$170,550,843
26/09/2012	\$140,422,087
27/09/2012	\$135,859,613
28/09/2012	\$207,219,210
01/10/2012	\$375,867,937
02/10/2012	\$294,152,958
03/10/2012	\$141,127,375
04/10/2012	\$114,841,629
05/10/2012	\$97,663,611
09/10/2012	\$110,091,793
10/10/2012	\$121,695,780
11/10/2012	\$104,117,644

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
12/10/2012	\$101,887,951
15/10/2012	\$225,933,272
16/10/2012	\$210,434,089
17/10/2012	\$104,640,473
18/10/2012	\$77,873,126
19/10/2012	\$86,700,072
22/10/2012	\$161,624,143
23/10/2012	\$108,051,287
24/10/2012	\$166,684,897
25/10/2012	\$115,005,486
26/10/2012	\$129,419,806
29/10/2012	\$158,159,892
30/10/2012	\$214,815,955
31/10/2012	\$377,283,604
01/11/2012	\$401,071,705
02/11/2012	\$139,139,293
05/11/2012	\$140,325,123
06/11/2012	\$146,521,309
07/11/2012	\$119,651,776
08/11/2012	\$77,038,997
09/11/2012	\$77,382,027
13/11/2012	\$108,253,887
14/11/2012	\$119,001,525
15/11/2012	\$201,866,543
16/11/2012	\$151,529,414
19/11/2012	\$103,034,883
20/11/2012	\$165,836,707
21/11/2012	\$97,467,265
22/11/2012	\$109,674,625
23/11/2012	\$104,530,921
26/11/2012	\$154,645,635
27/11/2012	\$131,265,645
28/11/2012	\$86,383,733
29/11/2012	\$145,579,258
30/11/2012	\$373,387,825
03/12/2012	\$372,723,661
04/12/2012	\$151,775,488
05/12/2012	\$137,045,658
06/12/2012	\$126,648,365
07/12/2012	\$104,800,796
10/12/2012	\$137,387,157
11/12/2012	\$157,994,916
12/12/2012	\$101,291,393
13/12/2012	\$87,724,357
14/12/2012	\$223,458,921
17/12/2012	\$781,952,229

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
18/12/2012	\$262,127,497
19/12/2012	\$171,291,112
20/12/2012	\$187,177,848
21/12/2012	\$168,534,760
24/12/2012	\$195,706,753
27/12/2012	\$312,509,852
28/12/2012	\$174,164,653
31/12/2012	\$286,469,855
02/01/2013	\$371,035,084
03/01/2013	\$147,576,082
04/01/2013	\$136,961,621
07/01/2013	\$123,761,684
08/01/2013	\$115,392,845
09/01/2013	\$76,502,346
10/01/2013	\$152,895,450
11/01/2013	\$144,970,670
14/01/2013	\$163,494,676
15/01/2013	\$319,049,306
16/01/2013	\$237,081,742
17/01/2013	\$110,709,354
18/01/2013	\$109,884,111
21/01/2013	\$139,429,070
22/01/2013	\$105,495,507
23/01/2013	\$98,960,784
24/01/2013	\$80,638,738
25/01/2013	\$125,580,230
28/01/2013	\$153,855,638
29/01/2013	\$157,412,503
30/01/2013	\$174,505,922
31/01/2013	\$362,495,145
01/02/2013	\$407,569,476
04/02/2013	\$133,840,557
05/02/2013	\$140,603,965
06/02/2013	\$176,765,032
07/02/2013	\$99,094,930
08/02/2013	\$87,486,755
11/02/2013	\$94,565,739
12/02/2013	\$103,312,796
13/02/2013	\$90,406,807
14/02/2013	\$87,589,174
15/02/2013	\$245,931,385
18/02/2013	\$105,416,976
19/02/2013	\$144,735,205
20/02/2013	\$108,282,328
21/02/2013	\$104,772,384
22/02/2013	\$107,135,636

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
25/02/2013	\$138,881,972
26/02/2013	\$233,659,951
27/02/2013	\$223,616,020
28/02/2013	\$542,413,381
01/03/2013	\$602,657,389
04/03/2013	\$216,132,839
05/03/2013	\$190,257,484
06/03/2013	\$157,199,796
07/03/2013	\$132,637,478
08/03/2013	\$118,770,577
11/03/2013	\$133,099,105
12/03/2013	\$162,627,303
13/03/2013	\$120,993,990
14/03/2013	\$122,583,378
15/03/2013	\$629,880,687
18/03/2013	\$242,858,172
19/03/2013	\$167,109,179
20/03/2013	\$139,865,198
21/03/2013	\$108,996,231
22/03/2013	\$147,823,458
25/03/2013	\$162,557,102
26/03/2013	\$160,808,775
27/03/2013	\$191,998,965
28/03/2013	\$251,299,984

D – Valeurs historiques quotidiennes des règlements (du 1^{er} avril 2013 au 31 août 2013)

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
01/04/2013	-\$2,156,582
02/04/2013	\$533,812,575
03/04/2013	\$397,121,021
04/04/2013	\$225,613,380
05/04/2013	\$163,189,752
08/04/2013	\$177,364,487
09/04/2013	\$155,960,548
10/04/2013	\$172,112,193
11/04/2013	\$149,071,336
12/04/2013	\$110,795,353
15/04/2013	\$262,719,650
16/04/2013	\$206,962,370
17/04/2013	\$136,996,283
18/04/2013	\$189,947,965
19/04/2013	\$165,855,077
22/04/2013	\$203,218,558
23/04/2013	\$200,426,017
24/04/2013	\$230,501,764
25/04/2013	\$259,339,267
26/04/2013	\$404,031,563
29/04/2013	\$416,238,783
30/04/2013	\$971,337,288
01/05/2013	\$1,062,551,313
02/05/2013	\$556,175,421
03/05/2013	\$438,221,390
06/05/2013	\$541,497,606
07/05/2013	\$425,521,336
08/05/2013	\$384,406,428
09/05/2013	\$301,759,441
10/05/2013	\$329,758,215
13/05/2013	\$407,536,819
14/05/2013	\$231,767,337
15/05/2013	\$404,085,016
16/05/2013	\$268,063,345
17/05/2013	\$186,773,535
21/05/2013	\$187,839,007
22/05/2013	\$177,946,436
23/05/2013	\$156,639,650
24/05/2013	\$134,594,243
27/05/2013	\$184,999,424
28/05/2013	\$137,221,045
29/05/2013	\$136,839,809
30/05/2013	\$138,944,219
31/05/2013	\$286,516,710

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
03/06/2013	\$378,807,042
04/06/2013	\$145,586,640
05/06/2013	\$143,953,268
06/06/2013	\$149,981,957
07/06/2013	\$118,884,481
10/06/2013	\$133,994,232
11/06/2013	\$147,365,078
12/06/2013	\$118,614,843
13/06/2013	\$106,266,957
14/06/2013	\$161,349,151
17/06/2013	\$664,297,591
18/06/2013	\$239,604,085
19/06/2013	\$143,659,809
20/06/2013	\$135,096,430
21/06/2013	\$142,002,016
24/06/2013	\$118,745,058
25/06/2013	\$184,732,236
26/06/2013	\$128,186,469
27/06/2013	\$154,865,517
28/06/2013	\$250,545,519
02/07/2013	\$457,762,306
03/07/2013	\$440,335,219
04/07/2013	\$212,957,166
05/07/2013	\$148,360,816
08/07/2013	\$136,967,092
09/07/2013	\$155,254,888
10/07/2013	\$147,367,403
11/07/2013	\$97,341,351
12/07/2013	\$130,774,087
15/07/2013	\$300,750,360
16/07/2013	\$217,864,431
17/07/2013	\$108,644,457
18/07/2013	\$55,001,640
19/07/2013	\$94,033,754
22/07/2013	\$124,091,027
23/07/2013	\$137,380,845
24/07/2013	\$108,717,506
25/07/2013	\$111,882,356
26/07/2013	\$143,262,787
29/07/2013	\$135,841,428
30/07/2013	\$212,656,698
31/07/2013	\$307,564,482
01/08/2013	\$379,654,814
02/08/2013	\$110,372,406

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
05/08/2013	\$9,761,144
06/08/2013	\$127,318,298
07/08/2013	\$127,557,046
08/08/2013	\$140,294,109
09/08/2013	\$97,892,205
12/08/2013	\$96,879,805
13/08/2013	\$122,860,298
14/08/2013	\$94,873,046
15/08/2013	\$240,050,282
16/08/2013	\$147,456,759
19/08/2013	\$83,596,618
20/08/2013	\$124,126,885
21/08/2013	\$83,175,362
22/08/2013	\$85,717,365
23/08/2013	\$108,024,953
26/08/2013	\$113,330,418
27/08/2013	\$160,316,920
28/08/2013	\$110,085,141
29/08/2013	\$93,656,925
30/08/2013	\$194,368,257

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2014 À JUILLET 2015

BUREAU D'IMPÔT	Août-14	Sep-14	Oct-14	Nov-14	Déc-14	Janv-15	Févr-15	Mars-15	Avril-15	Mai-15	Juin-15	Juil-15
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	417,724	509,399	496,090	444,906	497,353	445,569	408,733	525,712	788,756	1,090,906	557,618	529,271
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	14,942	18,221	17,745	15,914	17,790	15,938	14,620	18,805	28,213	39,021	19,946	18,932
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	11,765	14,347	13,972	12,531	14,008	12,549	11,512	14,807	22,215	30,725	15,705	14,907
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	9,412	11,478	11,178	10,025	11,206	10,040	9,210	11,845	17,772	24,580	12,564	11,926
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	22,177	27,045	26,338	23,621	26,405	23,656	21,700	27,911	41,876	57,917	29,605	28,100
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	43,414	52,941	51,558	46,239	51,689	46,308	42,479	54,637	81,975	113,377	57,953	55,007
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	28,942	35,294	34,372	30,826	34,460	30,872	28,319	36,424	54,650	75,584	38,635	36,671
CENTRE FISCAL DE SURREY	39,884	48,637	47,366	42,479	47,487	42,543	39,026	50,195	75,310	104,159	53,241	50,535
TOTAL	588,260	717,362	698,620	626,540	700,398	627,474	575,599	740,335	1,110,767	1,536,270	785,266	745,347

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2015 À JUILLET 2016

BUREAU D'IMPÔT	Août-15	Sep-15	Oct-15	Nov-15	Déc-15	Janv-16	Févr-16	Mars-16	Avril-16	Mai-16	Juin-16	Juil-16
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	407,281	496,664	483,688	433,783	484,919	434,430	398,515	512,569	769,037	1,063,633	543,677	516,039
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	14,568	17,765	17,301	15,516	17,345	15,539	14,255	18,334	27,508	38,046	19,447	18,459
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	11,471	13,989	13,623	12,218	13,658	12,236	11,224	14,437	21,660	29,957	15,313	14,534
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	9,177	11,191	10,898	9,774	10,926	9,789	8,979	11,549	17,328	23,966	12,250	11,627
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	21,623	26,368	25,680	23,030	25,745	23,064	21,158	27,213	40,829	56,469	28,864	27,397
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	42,328	51,618	50,269	45,083	50,397	45,150	41,417	53,271	79,925	110,542	56,504	53,631
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	28,219	34,412	33,513	30,055	33,598	30,100	27,612	35,514	53,283	73,695	37,669	35,754
CENTRE FISCAL DE SURREY	38,887	47,421	46,182	41,417	46,300	41,479	38,050	48,940	73,427	101,555	51,910	49,271
TOTAL	573,554	699,428	681,155	610,876	682,888	611,787	561,209	721,827	1,082,998	1,497,863	765,635	726,713

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2016 À JUILLET 2017

BUREAU D'IMPÔT	Août-16	Sep-16	Oct-16	Nov-16	Déc-16	Janv-17	Févr-17	Mars-17	Avril-17	Mai-17	Juin-17	Juil-17
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	397,099	484,247	471,596	422,939	472,796	423,569	388,552	499,755	749,811	1,037,042	530,085	503,138
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	14,204	17,321	16,869	15,128	16,912	15,151	13,898	17,876	26,820	37,095	18,961	17,997
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	11,184	13,639	13,283	11,912	13,316	11,930	10,944	14,076	21,118	29,208	14,930	14,171
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	8,947	10,911	10,626	9,530	10,653	9,544	8,755	11,260	16,895	23,367	11,944	11,337
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	21,082	25,709	25,038	22,454	25,101	22,488	20,629	26,533	39,808	55,058	28,143	26,712
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	41,270	50,327	49,012	43,956	49,137	44,021	40,382	51,939	77,927	107,779	55,091	52,291
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	27,513	33,552	32,675	29,304	32,758	29,347	26,921	34,626	51,951	71,853	36,727	34,860
CENTRE FISCAL DE SURREY	37,915	46,236	45,028	40,382	45,142	40,442	37,099	47,716	71,592	99,016	50,612	48,039
TOTAL	559,215	681,942	664,126	595,604	665,816	596,492	547,179	703,781	1,055,923	1,460,417	746,494	708,545

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2017 À JUILLET 2018

BUREAU D'IMPÔT	Août-17	Sep-17	Oct-17	Nov-17	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18	Avril-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	387,171	472,141	459,806	412,365	460,976	412,980	378,838	487,261	731,066	1,011,116	516,833	490,559
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	13,849	16,888	16,447	14,750	16,489	14,772	13,551	17,429	26,150	36,167	18,487	17,547
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	10,905	13,298	12,950	11,614	12,983	11,632	10,670	13,724	20,590	28,478	14,557	13,817
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	8,724	10,638	10,360	9,291	10,387	9,305	8,536	10,979	16,472	22,783	11,645	11,053
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	20,555	25,066	24,412	21,893	24,474	21,926	20,113	25,869	38,813	53,681	27,439	26,044
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	40,238	49,069	47,787	42,857	47,909	42,921	39,372	50,641	75,979	105,084	53,714	50,983
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	26,826	32,713	31,858	28,571	31,939	28,614	26,248	33,760	50,653	70,056	35,809	33,989
CENTRE FISCAL DE SURREY	36,967	45,080	43,902	39,372	44,014	39,431	36,171	46,523	69,802	96,541	49,347	46,838
TOTAL	545,235	664,894	647,523	580,714	649,171	581,580	533,500	686,187	1,029,525	1,423,906	727,831	690,832

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2018 À JUILLET 2019

BUREAU D'IMPÔT	août-18	Sep-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18	Janv-19	Févr-19	Mars-19	Avril-19	Mai-19	Juin-19	Juil-19
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	377,492	460,337	448,311	402,056	449,452	402,655	369,367	475,080	712,789	985,838	503,912	478,296
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	13,503	16,466	16,036	14,381	16,077	14,403	13,212	16,993	25,496	35,263	18,025	17,108
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	10,632	12,965	12,627	11,324	12,659	11,341	10,403	13,381	20,076	27,766	14,193	13,471
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	8,506	10,372	10,101	9,059	10,127	9,073	8,323	10,705	16,061	22,213	11,354	10,777
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	20,041	24,440	23,801	21,346	23,862	21,377	19,610	25,223	37,843	52,339	26,753	25,393
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	39,232	47,842	46,592	41,785	46,711	41,848	38,388	49,375	74,079	102,457	52,371	49,709
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	26,155	31,895	31,062	27,857	31,141	27,898	25,592	32,916	49,386	68,305	34,914	33,139
CENTRE FISCAL DE SURREY	36,043	43,953	42,804	38,388	42,913	38,445	35,267	45,360	68,057	94,127	48,113	45,667
TOTAL	531,604	648,271	631,334	566,196	632,941	567,040	520,162	669,032	1,003,787	1,388,309	709,636	673,561

STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR PRÉVUE DES CHÈQUES DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA (ARC)

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
D'AOÛT 2014 À JUILLET 2015

BUREAU D'IMPÔT	août-14	sep-14	oct-14	nov-14	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15	avril-15	mai-15	juin-15	juil-15
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	1,907,334,148 \$	2,325,924,366 \$	2,265,156,732 \$	2,031,448,685 \$	2,270,922,036 \$	2,034,476,867 \$	1,866,283,396 \$	2,400,410,638 \$	3,601,472,961 \$	4,981,095,136 \$	2,546,092,662 \$	2,416,659,922 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	164,301,113 \$	200,359,209 \$	195,124,579 \$	174,992,557 \$	195,621,212 \$	175,235,410 \$	160,764,929 \$	206,775,588 \$	310,237,205 \$	429,080,282 \$	219,324,893 \$	208,175,330 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	62,261,474 \$	75,925,595 \$	73,941,946 \$	66,312,969 \$	74,130,144 \$	66,411,819 \$	60,921,447 \$	78,357,065 \$	117,563,573 \$	162,598,844 \$	83,112,591 \$	78,887,493 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	27,383,519 \$	33,393,202 \$	32,520,763 \$	29,165,426 \$	32,603,535 \$	29,208,902 \$	26,794,155 \$	34,462,598 \$	51,706,201 \$	71,513,380 \$	36,554,149 \$	34,695,888 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	78,691,586 \$	95,961,516 \$	93,454,403 \$	83,812,225 \$	93,692,265 \$	83,937,160 \$	76,997,940 \$	99,034,624 \$	148,587,293 \$	205,506,872 \$	105,045,080 \$	99,705,026 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	276,429,416 \$	337,095,582 \$	328,288,546 \$	294,417,302 \$	329,124,110 \$	294,856,176 \$	270,479,940 \$	347,890,857 \$	521,960,491 \$	721,908,756 \$	369,004,513 \$	350,245,861 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	144,700,278 \$	176,456,707 \$	171,846,559 \$	154,116,252 \$	172,283,945 \$	154,345,986 \$	141,585,955 \$	182,107,623 \$	273,226,451 \$	377,891,757 \$	193,159,818 \$	183,340,378 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	221,374,131 \$	269,957,672 \$	262,904,696 \$	235,779,445 \$	263,573,844 \$	236,130,910 \$	216,609,589 \$	278,602,897 \$	418,003,814 \$	578,129,222 \$	295,511,435 \$	280,488,865 \$
TOTAL	2,882,475,666 \$	3,515,073,849 \$	3,423,238,223 \$	3,070,044,862 \$	3,431,951,093 \$	3,074,621,229 \$	2,820,437,352 \$	3,627,641,888 \$	5,442,757,989 \$	7,527,724,250 \$	3,847,805,141 \$	3,652,198,764 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
D'AOÛT 2015 À JUILLET 2016

BUREAU D'IMPÔT	août-15	sep-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avril-16	mai-16	juin-16	juil-16
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	1,859,650,794 \$	2,267,776,257 \$	2,208,527,814 \$	1,980,662,468 \$	2,214,148,987 \$	1,983,614,946 \$	1,819,626,311 \$	2,340,400,372 \$	3,511,436,137 \$	4,856,567,757 \$	2,482,440,345 \$	2,356,243,424 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	160,193,585 \$	195,350,229 \$	190,246,464 \$	170,617,743 \$	190,730,688 \$	170,872,075 \$	156,745,806 \$	201,606,198 \$	302,481,275 \$	418,353,275 \$	213,841,771 \$	202,970,946 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	60,704,938 \$	74,027,455 \$	72,093,397 \$	64,655,145 \$	72,276,890 \$	64,751,523 \$	59,398,411 \$	76,398,138 \$	114,624,483 \$	158,533,873 \$	81,034,776 \$	76,915,306 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	26,698,931 \$	32,558,372 \$	31,707,744 \$	28,436,291 \$	31,788,447 \$	28,478,679 \$	26,124,301 \$	33,601,033 \$	50,413,546 \$	69,725,546 \$	35,640,295 \$	33,828,491 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	76,724,296 \$	93,562,478 \$	91,118,043 \$	81,716,919 \$	91,349,958 \$	81,838,731 \$	75,072,991 \$	96,558,758 \$	144,872,611 \$	200,369,200 \$	102,418,953 \$	97,212,401 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	269,518,681 \$	328,668,193 \$	320,081,332 \$	287,056,870 \$	320,896,007 \$	287,484,771 \$	263,717,943 \$	339,193,586 \$	508,911,479 \$	703,861,037 \$	359,779,400 \$	341,489,715 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	141,082,771 \$	172,045,290 \$	167,550,395 \$	150,263,346 \$	167,976,846 \$	150,487,336 \$	138,046,306 \$	177,554,932 \$	266,395,790 \$	368,444,463 \$	188,330,823 \$	178,756,868 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	215,839,778 \$	263,208,730 \$	256,332,078 \$	229,884,959 \$	256,984,498 \$	230,227,638 \$	211,194,340 \$	271,637,825 \$	407,553,715 \$	563,675,992 \$	288,123,649 \$	273,476,643 \$
TOTAL	2,810,413,774 \$	3,427,197,003 \$	3,337,657,267 \$	2,993,293,740 \$	3,346,152,316 \$	2,997,755,698 \$	2,749,926,418 \$	3,536,950,841 \$	5,306,689,039 \$	7,339,531,143 \$	3,751,610,012 \$	3,560,893,795 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
D'AOÛT 2016 À JUILLET 2017

BUREAU D'IMPÔT	août-16	sep-16	oct-16	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avril-17	mai-17	juin-17	juil-17
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	1,813,159,525 \$	2,211,081,850 \$	2,153,314,618 \$	1,931,145,906 \$	2,158,795,263 \$	1,934,024,572 \$	1,774,135,653 \$	2,281,890,362 \$	3,423,650,234 \$	4,735,153,564 \$	2,420,379,336 \$	2,297,337,338 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	156,188,746 \$	190,466,473 \$	185,490,303 \$	166,352,300 \$	185,962,415 \$	166,600,273 \$	152,827,161 \$	196,566,043 \$	294,919,249 \$	407,894,443 \$	208,495,726 \$	197,896,673 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	59,187,314 \$	72,176,769 \$	70,291,062 \$	63,038,766 \$	70,469,968 \$	63,132,735 \$	57,913,450 \$	74,488,185 \$	111,758,871 \$	154,570,526 \$	79,008,907 \$	74,992,423 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	26,031,458 \$	31,744,412 \$	30,915,050 \$	27,725,383 \$	30,993,736 \$	27,766,712 \$	25,471,193 \$	32,761,007 \$	49,153,207 \$	67,982,407 \$	34,749,288 \$	32,982,779 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	74,806,189 \$	91,223,416 \$	88,840,092 \$	79,673,996 \$	89,066,209 \$	79,792,762 \$	73,196,166 \$	94,144,789 \$	141,250,795 \$	195,359,970 \$	99,858,479 \$	94,782,091 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	262,780,714 \$	320,451,488 \$	312,079,299 \$	279,880,448 \$	312,873,607 \$	280,297,652 \$	257,124,995 \$	330,713,746 \$	496,188,692 \$	686,264,511 \$	350,784,915 \$	332,952,472 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	137,555,702 \$	167,744,157 \$	163,361,635 \$	146,506,762 \$	163,777,423 \$	146,725,153 \$	134,595,140 \$	173,116,059 \$	259,735,895 \$	359,233,352 \$	183,622,552 \$	174,287,947 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	210,443,783 \$	256,628,512 \$	249,923,776 \$	224,137,835 \$	250,559,885 \$	224,471,947 \$	205,914,490 \$	264,846,879 \$	397,364,875 \$	549,584,092 \$	280,920,558 \$	266,639,727 \$
TOTAL	2,740,153,430 \$	3,341,517,078 \$	3,254,215,836 \$	2,918,461,397 \$	3,262,498,508 \$	2,922,811,806 \$	2,681,178,257 \$	3,448,527,070 \$	5,174,021,813 \$	7,156,042,865 \$	3,657,819,762 \$	3,471,871,450 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
D'AOUT 2017 À JUILLET 2018

BUREAU D'IMPÔT	août-17	sep-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avril-18	mai-18	juin-18	juil-18
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	1,767,830,537 \$	2,155,804,804 \$	2,099,481,753 \$	1,882,867,259 \$	2,104,825,381 \$	1,885,673,958 \$	1,729,762,262 \$	2,224,843,103 \$	3,338,058,978 \$	4,616,774,724 \$	2,359,869,853 \$	2,239,903,905 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	152,284,027 \$	185,704,812 \$	180,853,045 \$	163,193,492 \$	181,313,355 \$	162,435,266 \$	149,006,482 \$	191,651,892 \$	287,546,262 \$	397,697,082 \$	203,283,333 \$	192,949,256 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	57,707,631 \$	70,372,350 \$	68,533,785 \$	61,462,797 \$	68,708,219 \$	61,554,417 \$	56,465,614 \$	72,625,980 \$	108,964,899 \$	150,706,263 \$	77,033,684 \$	75,117,613 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	25,380,671 \$	30,950,802 \$	30,142,174 \$	27,032,249 \$	30,218,892 \$	27,072,544 \$	24,834,414 \$	31,941,982 \$	47,924,377 \$	66,282,847 \$	33,880,556 \$	32,158,209 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	72,936,034 \$	88,942,831 \$	86,619,090 \$	77,682,146 \$	86,839,554 \$	77,797,943 \$	71,366,262 \$	91,791,169 \$	137,719,526 \$	190,475,971 \$	97,362,018 \$	92,412,538 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	256,211,196 \$	312,440,201 \$	304,277,316 \$	272,883,437 \$	305,051,767 \$	273,290,211 \$	250,696,870 \$	322,445,902 \$	483,783,975 \$	669,107,898 \$	342,015,297 \$	324,628,660 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	134,116,810 \$	163,550,553 \$	159,277,594 \$	142,844,093 \$	159,682,980 \$	143,057,024 \$	131,230,270 \$	168,788,157 \$	253,242,498 \$	350,252,518 \$	179,031,988 \$	169,930,748 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	205,182,689 \$	250,212,799 \$	243,675,682 \$	218,534,389 \$	244,295,888 \$	218,860,148 \$	200,766,528 \$	258,225,707 \$	387,430,753 \$	535,844,490 \$	273,897,544 \$	259,973,734 \$
TOTAL	2,671,649,594 \$	3,257,979,151 \$	3,172,860,440 \$	2,845,499,862 \$	3,180,936,045 \$	2,849,741,511 \$	2,614,148,801 \$	3,362,313,893 \$	5,044,671,268 \$	6,977,141,793 \$	3,566,374,268 \$	3,385,074,664 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES
D'AOUT 2018 À JUILLET 2019

BUREAU D'IMPÔT	août-18	sep-18	oct-18	nov-18	déc-18	janv-19	févr-19	mars-19	avril-19	mai-19	juin-19	juil-19
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	1,723,634,773 \$	2,101,909,684 \$	2,046,994,709 \$	1,835,795,577 \$	2,052,204,747 \$	1,838,532,109 \$	1,686,537,705 \$	2,169,222,026 \$	3,254,607,503 \$	4,501,355,356 \$	2,300,873,107 \$	2,183,906,307 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	148,476,926 \$	181,062,191 \$	176,331,719 \$	158,138,655 \$	176,780,521 \$	158,374,384 \$	145,281,320 \$	186,860,595 \$	280,357,606 \$	387,754,655 \$	198,201,250 \$	188,125,524 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	56,264,940 \$	68,613,041 \$	66,820,441 \$	59,926,227 \$	66,990,513 \$	60,015,556 \$	55,053,974 \$	70,810,331 \$	106,240,777 \$	146,938,606 \$	75,107,842 \$	71,289,672 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	24,746,154 \$	30,177,032 \$	29,388,620 \$	26,356,442 \$	29,463,420 \$	26,395,731 \$	24,213,553 \$	31,143,432 \$	46,726,268 \$	64,625,776 \$	33,033,542 \$	31,354,254 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	71,112,633 \$	86,719,260 \$	84,453,613 \$	75,740,093 \$	84,668,565 \$	75,852,995 \$	69,582,106 \$	89,496,390 \$	134,276,537 \$	185,714,072 \$	94,927,967 \$	90,102,225 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	249,805,916 \$	304,629,196 \$	296,670,383 \$	266,061,351 \$	297,425,473 \$	266,457,956 \$	244,429,448 \$	314,384,755 \$	471,689,375 \$	652,380,201 \$	333,464,910 \$	316,512,944 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	130,763,889 \$	159,461,790 \$	155,295,654 \$	139,272,991 \$	155,690,915 \$	139,480,598 \$	127,849,513 \$	164,568,454 \$	246,911,435 \$	341,496,205 \$	174,556,189 \$	165,682,479 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	200,053,122 \$	243,957,479 \$	237,583,790 \$	213,071,030 \$	238,188,491 \$	213,388,644 \$	195,747,462 \$	251,770,064 \$	377,744,985 \$	522,448,377 \$	267,050,105 \$	253,474,391 \$
TOTAL	2,604,858,354 \$	3,176,529,672 \$	3,093,538,929 \$	2,774,362,365 \$	3,101,412,644 \$	2,778,497,973 \$	2,548,795,081 \$	3,278,256,046 \$	4,918,554,486 \$	6,802,713,248 \$	3,477,214,911 \$	3,300,447,797 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
D'AOÛT 2014 À JUILLET 2015

BUREAU D'IMPÔT	Août-14	Sep-14	Oct-14	Nov-14	Déc-14	Janv-15	Févr-15	Mars-15	Avril-15	Mai-15	Juin-15	Juil-15
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	4,410 \$	4,562 \$	3,567 \$	4,834 \$	3,555 \$	3,619 \$	4,579 \$	4,732 \$	6,320 \$	7,385 \$	4,883 \$	4,939 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	617 \$	639 \$	499 \$	677 \$	498 \$	507 \$	641 \$	662 \$	885 \$	1,034 \$	684 \$	691 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	1,147 \$	1,186 \$	927 \$	1,257 \$	924 \$	941 \$	1,191 \$	1,230 \$	1,643 \$	1,920 \$	1,270 \$	1,284 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	44 \$	46 \$	36 \$	48 \$	36 \$	36 \$	46 \$	47 \$	63 \$	74 \$	49 \$	49 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	37 \$	38 \$	30 \$	40 \$	30 \$	30 \$	38 \$	39 \$	53 \$	62 \$	41 \$	41 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	735 \$	760 \$	595 \$	806 \$	593 \$	603 \$	763 \$	789 \$	1,053 \$	1,231 \$	814 \$	823 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	588 \$	608 \$	476 \$	645 \$	474 \$	483 \$	611 \$	631 \$	843 \$	985 \$	651 \$	658 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	51 \$	53 \$	42 \$	56 \$	41 \$	42 \$	53 \$	55 \$	74 \$	86 \$	57 \$	58 \$
TOTAL	7,630 \$	7,893 \$	6,171 \$	8,364 \$	6,150 \$	6,261 \$	7,922 \$	8,186 \$	10,934 \$	12,776 \$	8,448 \$	8,544 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
D'AOÛT 2015 À JUILLET 2016

BUREAU D'IMPÔT	Août-15	Sep-15	Oct-15	Nov-15	Déc-15	Janv-16	Févr-16	Mars-16	Avril-16	Mai-16	Juin-16	Juil-16
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	3,969 \$	4,106 \$	3,210 \$	4,351 \$	3,200 \$	3,257 \$	4,121 \$	4,259 \$	5,688 \$	6,646 \$	4,395 \$	4,445 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	556 \$	575 \$	449 \$	609 \$	448 \$	456 \$	577 \$	596 \$	796 \$	930 \$	615 \$	622 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	1,032 \$	1,068 \$	835 \$	1,131 \$	832 \$	847 \$	1,072 \$	1,107 \$	1,479 \$	1,728 \$	1,143 \$	1,156 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	40 \$	41 \$	32 \$	44 \$	32 \$	33 \$	41 \$	43 \$	57 \$	66 \$	44 \$	44 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	33 \$	34 \$	27 \$	36 \$	27 \$	27 \$	34 \$	35 \$	47 \$	55 \$	37 \$	37 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	662 \$	684 \$	535 \$	725 \$	533 \$	543 \$	687 \$	710 \$	948 \$	1,108 \$	732 \$	741 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	529 \$	547 \$	428 \$	580 \$	427 \$	434 \$	549 \$	568 \$	758 \$	886 \$	586 \$	593 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	46 \$	48 \$	37 \$	51 \$	37 \$	38 \$	48 \$	50 \$	66 \$	78 \$	51 \$	52 \$
TOTAL	6,867 \$	7,104 \$	5,554 \$	7,527 \$	5,535 \$	5,635 \$	7,130 \$	7,367 \$	9,841 \$	11,498 \$	7,603 \$	7,689 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
D'AOÛT 2016 À JUILLET 2017

BUREAU D'IMPÔT	Août-16	Sep-16	Oct-16	Nov-16	Déc-16	Janv-17	Févr-17	Mars-17	Avril-17	Mai-17	Juin-17	Juil-17
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	3,572 \$	3,695 \$	2,889 \$	3,916 \$	2,880 \$	2,931 \$	3,709 \$	3,833 \$	5,119 \$	5,982 \$	3,955 \$	4,000 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	500 \$	517 \$	405 \$	548 \$	403 \$	410 \$	519 \$	537 \$	717 \$	837 \$	554 \$	560 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	929 \$	961 \$	751 \$	1,018 \$	749 \$	762 \$	964 \$	997 \$	1,331 \$	1,555 \$	1,028 \$	1,040 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	36 \$	37 \$	29 \$	39 \$	29 \$	29 \$	37 \$	38 \$	51 \$	60 \$	40 \$	40 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	30 \$	31 \$	24 \$	33 \$	24 \$	24 \$	31 \$	32 \$	43 \$	50 \$	33 \$	33 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	595 \$	616 \$	482 \$	653 \$	480 \$	489 \$	618 \$	639 \$	853 \$	997 \$	659 \$	667 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	476 \$	493 \$	385 \$	522 \$	384 \$	391 \$	495 \$	511 \$	683 \$	798 \$	527 \$	533 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	42 \$	43 \$	34 \$	46 \$	34 \$	34 \$	43 \$	45 \$	60 \$	70 \$	46 \$	47 \$
TOTAL	6,180 \$	6,393 \$	4,999 \$	6,775 \$	4,982 \$	5,071 \$	6,417 \$	6,631 \$	8,856 \$	10,348 \$	6,843 \$	6,920 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
D'AOÛT 2017 À JUILLET 2018

BUREAU D'IMPÔT	Août-17	Sep-17	Oct-17	Nov-17	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18	Avril-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	3,215 \$	3,326 \$	2,600 \$	3,524 \$	2,592 \$	2,638 \$	3,338 \$	3,449 \$	4,607 \$	5,384 \$	3,560 \$	3,600 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	450 \$	466 \$	364 \$	493 \$	363 \$	369 \$	467 \$	483 \$	645 \$	754 \$	498 \$	504 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	836 \$	865 \$	676 \$	916 \$	674 \$	686 \$	868 \$	897 \$	1,198 \$	1,400 \$	926 \$	936 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	32 \$	33 \$	26 \$	35 \$	26 \$	26 \$	33 \$	34 \$	46 \$	54 \$	36 \$	36 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	27 \$	28 \$	22 \$	29 \$	22 \$	22 \$	28 \$	29 \$	38 \$	45 \$	30 \$	30 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	536 \$	554 \$	433 \$	587 \$	432 \$	440 \$	556 \$	575 \$	768 \$	897 \$	593 \$	600 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	429 \$	443 \$	347 \$	470 \$	346 \$	352 \$	445 \$	460 \$	614 \$	718 \$	475 \$	480 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	38 \$	39 \$	30 \$	41 \$	30 \$	31 \$	39 \$	40 \$	54 \$	63 \$	42 \$	42 \$
TOTAL	5,562 \$	5,754 \$	4,499 \$	6,097 \$	4,484 \$	4,564 \$	5,775 \$	5,968 \$	7,971 \$	9,314 \$	6,159 \$	6,228 \$

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR MARCHANDE
D'AOÛT 2018 À JUILLET 2019

BUREAU D'IMPÔT	août-18	Sep-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18	Janv-19	Févr-19	Mars-19	Avril-19	Mai-19	Juin-19	Juil-19
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	2,894 \$	2,993 \$	2,340 \$	3,172 \$	2,333 \$	2,374 \$	3,004 \$	3,105 \$	4,147 \$	4,845 \$	3,204 \$	3,240 \$
CENTRE FISCAL DE SUMMERSIDE	405 \$	419 \$	328 \$	444 \$	327 \$	332 \$	421 \$	435 \$	581 \$	678 \$	449 \$	454 \$
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	752 \$	778 \$	608 \$	825 \$	606 \$	617 \$	781 \$	807 \$	1,078 \$	1,260 \$	833 \$	842 \$
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	29 \$	30 \$	23 \$	32 \$	23 \$	24 \$	30 \$	31 \$	41 \$	48 \$	32 \$	32 \$
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	24 \$	25 \$	20 \$	26 \$	19 \$	20 \$	25 \$	26 \$	35 \$	40 \$	27 \$	27 \$
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	482 \$	499 \$	390 \$	529 \$	389 \$	396 \$	501 \$	517 \$	691 \$	808 \$	534 \$	540 \$
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	386 \$	399 \$	312 \$	423 \$	311 \$	317 \$	401 \$	414 \$	553 \$	646 \$	427 \$	432 \$
CENTRE FISCAL DE SURREY	34 \$	35 \$	27 \$	37 \$	27 \$	28 \$	35 \$	36 \$	48 \$	57 \$	37 \$	38 \$
TOTAL	5,006 \$	5,178 \$	4,049 \$	5,487 \$	4,035 \$	4,108 \$	5,198 \$	5,371 \$	7,174 \$	8,382 \$	5,543 \$	5,605 \$

STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME PRÉVU D'IMAGES DE CHÈQUES DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA (ARC)

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME D'IMAGES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2014 À JUILLET 2015

	Août-14	Sep-14	Oct-14	Nov-14	Déc-14	Janv-15	Févr-15	Mars-15	Avril-15	Mai-15	Juin-15	Juil-15
IMAGES DE CHÈQUES	41	38	39	33	19	13	20	26	22	41	59	38

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME D'IMAGES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2015 À JUILLET 2016

	Août-15	Sep-15	Oct-15	Nov-15	Déc-15	Janv-16	Févr-16	Mars-16	Avril-16	Mai-16	Juin-16	Juil-16
IMAGES DE CHÈQUES	38	36	37	31	18	13	19	23	20	38	55	36

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME D'IMAGES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2016 À JUILLET 2017

	Août-16	Sep-16	Oct-16	Nov-16	Déc-16	Janv-17	Févr-17	Mars-17	Avril-17	Mai-17	Juin-17	Juil-17
IMAGES DE CHÈQUES	36	33	35	29	16	12	18	22	19	36	51	33

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME D'IMAGES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2017 À JUILLET 2018

	Août-17	Sep-17	Oct-17	Nov-17	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18	Avril-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18
IMAGES DE CHÈQUES	33	31	32	27	15	11	16	21	17	33	47	30

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC
STATISTIQUES RELATIVES AU VOLUME D'IMAGES DE CHÈQUES
D'AOÛT 2018 À JUILLET 2019

	Août-18	Sep-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18	Janv-19	Févr-19	Mars-19	Avril-19	Mai-19	Juin-19	Juil-19
IMAGES DE CHÈQUES	31	28	30	25	14	10	15	20	15	30	43	27



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

RECEIVED

OCT 10 2013

Contract Number / Numéro du contrat

EN89140419

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction BAD / ABCB	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant		
4. Brief Description of Work / Brève description du travail To provide deposit facility services to the Canada Revenue Agency (CRA) as detailed in the Statement of Work (SOW), as well as to include an SRCL into the contract.				
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis				
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès				
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion				
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information				
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EN89140419

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? -
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMBLEMES | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

Canada



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO					COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production		✓														
IT Media / Support TI		✓														
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).